

# Agreste Panorama



Numéro 4 - novembre 2019

## À l'automne 2019, recul des prix des produits agricoles à la production sur un an

### ■ Grandes Cultures

En 2019, des récoltes de céréales en hausse mais des prix plus bas qu'en 2018

*J-M. Pognat*

### ■ Fruits

Fruits d'été : en 2019, hausse des chiffres d'affaires à la production des fruits d'été sous l'effet du redressement des récoltes

*L. Bernadette*

### ■ Légumes

Légumes d'été : en 2019, hausse quasi-générale des prix à la production dans un contexte d'évolutions disparates des récoltes

*M. Le Fustec*

### ■ Aviculture

En 2018, croissance de la production de poulets de chair mais ralentissement à l'exportation

*C. Ugliera*





# Éditorial

## À l'automne 2019, recul des prix des produits agricoles à la production sur un an

À l'automne 2019, le repli des prix des grandes cultures est fortement lié à la baisse des cours des céréales tandis que la bonne tenue des prix des animaux de boucherie reflète la hausse des cours des porcins. Pour les premiers, les disponibilités céréalières mondiales et françaises abondantes pèsent sur les prix alors que le dynamisme de la demande asiatique est l'élément moteur de soutien des prix pour les seconds. Tous produits agricoles confondus, les cours deviennent inférieurs aux niveaux de 2018 en août et septembre, après les avoir dépassés pendant les sept premiers mois de 2019, dans un contexte où le coût des intrants est proche de celui de 2018.

En septembre, alors que les semis d'hiver approchent, les températures quasiment estivales en milieu de mois, associées à une pluviométrie déficitaire sur les deux premières décades, contribuent à accentuer l'assèchement des sols superficiels sur une grande partie du territoire (*Infos rapides Climatologie, octobre 2019*). La production cumulée des prairies est déficitaire au niveau national sur l'ensemble de la campagne 2019 (- 27 % au 20 octobre 2019 par rapport à la pousse annuelle de référence). Plus de huit régions fourragères sur dix et toutes les régions administratives (sauf Bretagne) sont dans ce cas. Les températures élevées et la faiblesse des précipitations du début d'automne n'ont pas permis la reprise de la pousse automnale (*Infos rapides Prairies, octobre 2019*).

Selon les estimations du SSP au 1<sup>er</sup> octobre 2019, les récoltes de céréales à paille et de protéagineux augmenteraient (sauf pour le blé dur) en France : + 13 % par rapport à la moyenne 2014-2018 pour le blé tendre et + 17 % pour l'orge, grâce à des superficies et des rendements en hausse. La qualité des blés est également au rendez-vous. En revanche, les conditions climatiques ont pénalisé les cultures d'été et d'oléagineux. La récolte de colza chuterait (- 32 % comparé à 2014-2018) essentiellement sous l'effet de la forte baisse des surfaces liée à la sécheresse lors des semis de l'été 2018, le rendement restant comparable à celui de l'an dernier. La production de tournesol se redresserait par rapport à

2018, malgré un recul des rendements. Enfin, les récoltes de maïs se maintiendraient sur un an tout en reculant par rapport à la moyenne quinquennale (*Infos rapides Grandes cultures, octobre 2019*). Ces évolutions s'inscrivent sur fond de deuxième plus importante récolte de grains au niveau mondial (Ukraine, Argentine) et de quatrième pour l'Union européenne. En dépit de la pression à la baisse exercée par l'abondance des récoltes mondiales, les cours du blé et des orges françaises se stabilisent en septembre et se redresseraient même en octobre, grâce au dynamisme de la demande adressée à la France (Égypte, Maroc et Chine). Les cours des céréales restent toutefois en dessous du niveau élevé de l'an dernier (- 17 %). Ils tirent l'ensemble des prix des grandes cultures à la baisse malgré la hausse des cours des pommes de terre et la reprise des cours des oléagineux (*En 2019, des récoltes de céréales en hausse mais des prix plus bas qu'en 2018, Grandes cultures, n° 2019/350, octobre 2019*).

En septembre, les températures encore douces prolongent la consommation des derniers légumes et fruits d'été alors que les variétés d'automne et d'hiver font peu à peu leur apparition sur les étals. Les prix à la production des fruits et des légumes dépassent les cours moyens, tout en étant inférieurs à ceux de 2018. Après avoir été en hausse sur un an toute l'année 2019 (à l'exception du mois de mai) et particulièrement dynamiques pendant l'été, les cours des légumes pâtissent d'une demande ralentie par l'arrivée des températures plus fraîches de l'automne (*Infos rapides légumes, octobre 2019*). La fermeté des cours de la plupart des légumes d'été s'explique en grande partie par des récoltes en baisse pour la tomate, la courgette et le melon, suite à un manque de luminosité au printemps et aux fortes chaleurs de l'été ou par une demande soutenue (concombre) (*Légumes d'été : en 2019, hausse quasi-générale des prix à la production dans un contexte d'évolutions disparates des récoltes, Légumes n° 2019/352, octobre 2019*). Pénalisée par la sécheresse estivale au moment de la croissance des racines, la production d'endives se contracterait pour la nouvelle campagne par rapport à la récolte moyenne 2014-2018.

En septembre, seule la poire affiche des prix en hausse sur un an, et plus encore par rapport aux prix moyens 2014-2018, alors que la production s'annonce en repli en France comme dans le reste de l'UE (*Infos rapides fruits, octobre 2019*). Avec une météo automnale plutôt clémente, la demande en pommes (surtout au Moyen-Orient) et poires est moins dynamique sur le marché national qu'à l'extérieur de l'hexagone. La campagne 2019 des fruits d'été (pêche, abricot et cerise) s'est caractérisée par un redressement des récoltes françaises (et européennes), à la faveur d'une météo printanière, mais une baisse des prix à la production (hormis pour la cerise). Le chiffre d'affaires parvient à croître sur un an au niveau national pour tous les fruits d'été, avec des variations toutefois selon les régions (*Fruits d'été ; en 2019, hausse des chiffres d'affaires à la production sous l'effet du redressement des récoltes, Fruits n° 2019/351, octobre 2019*).

Au 1<sup>er</sup> octobre 2019, la production de vins s'établirait à 42,2 Mhl, en baisse de 14 % par rapport à 2018 et de 7 % comparée à la récolte moyenne des cinq dernières années. Le gel localisé au printemps, l'humidité et les basses températures au moment de la floraison et enfin la canicule et la sécheresse estivales concourent à faire de cette récolte l'une des plus basses des cinq dernières années, après celle historiquement faible de 2017. En revanche, l'état sanitaire des vignes a été dans l'ensemble préservé. Dans un contexte où la commercialisation de la récolte abondante de 2018 se poursuit, les vins s'écoulent à des prix peu soutenus sur un an, tout en dépassant légèrement les cours moyens des cinq dernières campagnes (*Infos rapides Viticulture, octobre 2019*).

Sur les huit premiers mois de 2019, les productions françaises d'animaux de boucherie s'accroissent légèrement par rapport à la même période de 2018 pour les porcins et ovins tandis que celle des bovins se contracte (*Infos rapides Bovins/ovins/porcins, octobre 2019*). Parallèlement, seuls les prix à la production des porcins augmentent sur un an, tirant l'ensemble des cours des animaux de boucherie à la hausse. La demande d'importation chinoise est l'élément déterminant de la progression des prix.

Après avoir progressé en 2018, les abattages de bovins se replient sur les huit premiers mois de 2019 par rapport à la même période de 2018, dans un contexte de réduction du cheptel (*Infos rapides Cheptel Bovins, octobre 2019*) et malgré la sécheresse incitant aux abattages. La baisse des abattages est moins marquée pour les vaches allaitantes que pour les vaches laitières grâce à une reprise sur les derniers mois, notamment en août. En revanche, on abat toutefois plus de races allaitantes qu'en moyenne sur la période 2014-2018. Face au manque de dynamisme de la consommation des ménages, renforcé cet été par la canicule, et malgré une offre plutôt limitée, les prix à la production des vaches diminuent sur un an depuis juillet, après une première partie d'année 2019 quasiment stable. Les abattages de veaux de boucherie se contractent

également, à l'image de la tendance observée depuis plusieurs années, et s'accompagnent de cours nettement orientés à la baisse. Le déficit commercial de viande bovine se creuse en volume sur les sept premiers mois de 2019, les exportations diminuant alors que les importations s'accroissent. Enfin, le marché à l'exportation des bovins maigres semble moins porteur qu'en 2018 (demande espagnole en broutards en net retrait), en dépit des disponibilités limitées, avec des cours en deçà de ceux de 2018.

Les importations de viande ovine, notamment en provenance du Royaume-Uni, pèsent sur les cours, malgré leur remontée saisonnière en septembre. En repli depuis mai 2019, les prix sont en deçà de ceux de 2018 et des cours moyens sur cinq ans sur les neuf premiers mois de 2019. La situation est aggravée par une consommation des ménages toujours morose alors que l'offre nationale est plutôt restreinte.

En moyenne sur les neuf premiers mois de 2019, les abattages de porcs augmentent sur un an et par rapport à la moyenne des cinq dernières années. Depuis le printemps, le marché porcine européen bénéficie de l'appel d'air généré par la demande asiatique à la suite de la peste porcine africaine et les prix s'envolent. Le dynamisme des exportations françaises ainsi que le repli des importations contribuent à consolider l'excédent en volume de la balance commerciale. De son côté, la consommation des ménages de viande porcine se redresse en juillet et août par rapport à la même période de 2018, malgré une hausse du prix moyen à l'achat, après une première partie d'année en recul.

Depuis le début de l'année, les abattages mensuels de volailles, toutes espèces confondues, se maintiennent au-dessus du volume moyen 2014-2018, portés par le dynamisme des poulets. Sur un an, les abattages de poulets diminuent toutefois ; ceux de dindes continuent de baisser tandis que le rythme de reprise de l'activité de la filière canards ralentit légèrement depuis l'été (*Infos rapides Aviculture, octobre 2019*). Ce ralentissement survient après un début d'année 2019 dynamique et une année 2018 où les abattages de canards gras avaient renoué avec la croissance, contribuant avec les poulets à la reprise des abattages de l'ensemble des volailles de chair. Les échanges de viande de poulet continuent toutefois de se dégrader, creusant un peu plus le déficit du commerce extérieur de volailles (*En 2018, croissance de la production de poulets de chair mais ralentissement à l'exportation, Aviculture n° 2019/349, octobre 2019*).

En cumul sur les neuf premiers mois de 2019, la production d'œufs de consommation se contracte sur un an. Les prix à la production reculent également par rapport à des niveaux encore élevés en début d'année 2018 juste après la crise du Fipronil. Les volumes sont mieux orientés depuis mai, de même que les prix qui amorcent leur hausse saisonnière. Selon les estimations du modèle SSP-ITAVI-CNPO, la production retrouverait un niveau moyen en décembre.

En août 2019, malgré la baisse des disponibilités en fourrages, la collecte française de lait de vache se hisse timidement au-dessus du niveau de 2018, après avoir été en repli sur un an depuis le début de l'année. Sur les huit premiers mois de 2019, la collecte est en retrait de 0,9 % (*Infos rapides Lait, octobre 2019*). Elle est quasiment stable dans l'UE ainsi que dans les autres bassins exportateurs. Face à une demande mondiale de produits laitiers qui reste dynamique (à l'exception des échanges de lactosérum toujours ralentis par la peste porcine africaine), les exportations européennes restent bien positionnées à l'international, dans un contexte où les ventes américaines souffrent des tensions commerciales avec la Chine et alors que la Nouvelle-Zélande s'active à l'international. Les prix de la poudre de lait écrémé poursuivent leur remontée et demeurent compétitifs en Europe. *A contrario*, les prix du beurre restent bas, inférieurs à 2018. Depuis janvier en France, les prix du lait dépassent les niveaux de 2018.

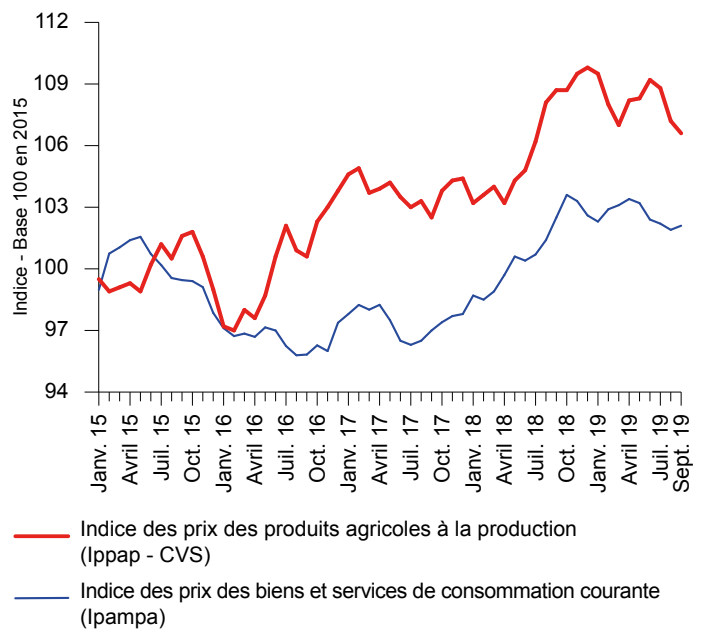
Malgré le repli en août et septembre, les prix de l'ensemble des produits agricoles à la production augmentent toutefois sur les neuf premiers mois de 2019 par rapport à la même période de 2018 (+ 2,9 %) (*Infos rapides Prix agricoles et alimentaires, septembre 2019*). Il en va de même pour les prix à la consommation des produits alimentaires et des boissons non alcoolisées (+ 1,1 %).

Le léger repli affiché depuis mai 2019 du coût des intrants s'interrompt en septembre (+ 0,2 %). En moyenne sur les neuf premiers mois de 2019 et par rapport à 2018, les prix sont en hausse (+ 2,4 %), sous l'effet de la progression du coût des engrais et de l'alimentation animale. Sur les huit premiers mois de 2019, la production d'aliments composés se stabilise par rapport à la même période de l'année précédente (*Infos rapides Coûts de production, octobre 2019*). La hausse de la production d'aliments pour bovins-ovins-caprins (due à la moindre disponibilité des fourrages) et, dans une moindre mesure, pour porcins est contrebalancée par la diminution des aliments pour volailles dans un contexte de baisse d'activité de la plupart des filières. Les livraisons d'azote et de phosphate diminuent sensiblement en cumul sur un an depuis le début de la campagne 2018-2019, tandis que celles de potasse

progressent légèrement. Sur la nouvelle campagne 2019-2020, la demande en phosphate et potasse débute en net repli mais pourrait s'activer par crainte d'une remontée des cours dans un climat géopolitique incertain.

En août 2019, l'excédent des échanges extérieurs se contracte comparé à 2018 et à la moyenne 2014-2018 mais demeure supérieur à 2018 en cumul sur les huit premiers mois de 2019, tant pour les produits bruts que transformés. Sur cette période, le déficit des échanges de produits transformés avec l'UE se creuse toutefois sous l'effet de la détérioration des soldes des huiles-tourteaux-corps gras, des produits des céréales ainsi que du sucre (*Infos rapides Commerce extérieur agroalimentaire, octobre 2019*).

### En septembre 2019, baisse des cours des produits agricoles à la production et quasi-stabilité du coût des intrants



Sources : Insee, Agreste







## En 2019, des récoltes de céréales en hausse mais des prix plus bas qu'en 2018

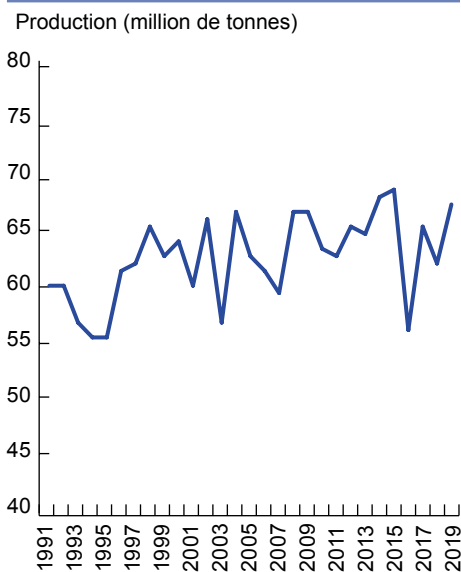
**En 2019, la production française de céréales atteindra 71 Mt, en hausse de 13,5 % sur un an, soit la troisième plus importante récolte après 2015 et 2014. La sécheresse et la canicule n'ont pas pesé sur les cultures d'hiver. En revanche, elles ont pénalisé les cultures d'été, provoquant des baisses de rendement sensibles. La production d'oléagineux est en fort repli à 5,3 Mt (- 20 % sur un an), le colza enregistrant une réduction importante des surfaces. La récolte mondiale de céréales devrait être abondante, à 2 159 Mt ; seul le maïs afficherait un recul notable. Dans ce contexte et avec la perspective d'une concurrence vive entre pays exportateurs, les prix baissent.**

**Une année 2019 marquée par la sécheresse et des vagues de chaleur qui pénalisent les cultures d'été et le colza en France**

Malgré un déficit hydrique important et deux vagues de canicule (fin juin et fin juillet), la récolte de céréales en France s'établit à 71 Mt, en progression de 13,5 % sur un an et de 7,5 % par rapport à la moyenne 2014-2018 (graphique 1 et encadré 1). Conséquence de la sécheresse, les taux d'humidité sont faibles et les poids spécifiques élevés. Toutefois, la production de blé dur accuse un recul important lié à une baisse significative des surfaces. Pour le maïs grain, plus impacté par les vagues de chaleur de cet été, un repli des rendements est attendu.

Graphique 1

### En 2019, hausse de la production de céréales en France



Source : Agreste

Les conditions météorologiques ont été nettement moins favorables aux oléagineux avec des récoltes à 5,3 Mt en 2019, en diminution de 20,4 % sur un an. Cette baisse est entièrement imputable au colza dont les surfaces sont en forte réduction, les récoltes des autres oléagineux s'accroissant.

### Blé tendre : une récolte abondante et de qualité

La production française de blé tendre s'établit à 39,7 Mt, supérieure de 16,8 % à 2018 et de 12,6 % à la récolte moyenne 2014-2018. Elle approche ainsi du record de 2015 (40,9 Mt).

Les surfaces sont en hausse (+ 140 milliers d'hectares, soit + 2,8 %). Le rendement moyen progresse (+ 13,5 % sur un an), à 79,2 q/ha ; il est proche lui aussi du niveau historique

### Encadré 1 : Des conditions climatiques sèches et chaudes dès le début des semis 2018

Dès les semis de la fin de l'été 2018, les conditions climatiques ont été peu propices aux cultures d'hiver. En l'absence de pluie, les semis ont été difficiles à réaliser et les levées ont été retardées. Mais les pluies de novembre alliées à des températures clémentes ont permis de rattraper en partie les problèmes rencontrés en début de campagne. Si janvier a été froid et humide, février a retrouvé des températures élevées ainsi que la sécheresse.

La période d'alternance de fraîcheur et de hausses de température qui a suivi a particulièrement affecté les cultures en sol superficiel, alors que les conditions étaient beaucoup plus favorables en sol profond.

Avant la canicule de juin, les conditions fraîches et relativement humides ont permis un développement satisfaisant des grains sans toutefois suffire à recharger les sols.

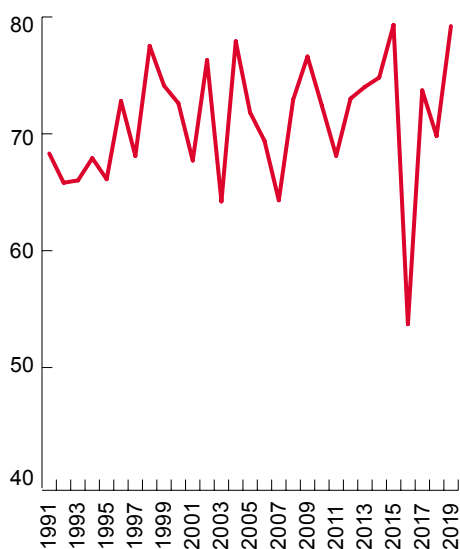
Par la suite, l'intensité de la canicule n'a pas eu de conséquences importantes dans le sud de la France, les grains étant déjà formés. Dans le nord, en revanche, des pertes de rendement ont été enregistrées alors que les grains étaient en cours de remplissage. Toutefois, le potentiel étant très élevé, les effets ont été au final limités.

de 2015 (79,3 q/ha) (graphique 2). Les deux vagues de canicule et la sécheresse n'ont donc pas pénalisé la production, à l'exception de quelques zones dont l'Auvergne (réduction importante du rendement moyen de 6,8 q/ha sur un an). Ailleurs, les hausses de rendement atteignent + 34,8 % en Aquitaine, + 28,2 % en Franche-Comté et + 24,9 % dans les Pays de la Loire par rapport à 2018.

#### Graphique 2

#### Hausse du rendement en blé tendre en 2019

Rendement en q/ha



Source : Agreste - Statistique agricole annuelle 1991-2018 / Conjoncture 2019

Selon l'enquête qualité réalisée par FranceAgriMer/Arvalis, la qualité du blé tendre récolté en 2019 est bonne. Le taux de protéine atteint 11,5 % contre 12 % l'an dernier (11,8 % en moyenne sur la période 2014-2018). Conséquences des conditions sèches en fin de cycle végétatif, la teneur en eau est historiquement basse à 12,1 % et les risques de germination des grains quasiment absents, comme en témoignent les valeurs du temps de chute de Hagberg, très supérieures à la moyenne sur cinq ans. Enfin, le poids spécifique, critère important à l'exportation, est de 79,5 kg/hl en moyenne contre 76,8 kg/hl sur la période 2014-2018. La combinaison de ces différents indicateurs de qualité permet de classer les blés en différentes catégories de l'Access au Premium, selon la grille de l'interprofession Intercéréales. La part de la catégorie supérieure de blé Premium atteint 39 % du total en 2019, après 24 % en moyenne sur les cinq dernières années.

Selon les premiers bilans de la campagne 2019-2020 (FranceAgriMer), la hausse des disponibilités de blé tendre devrait entraîner un accroissement des utilisations en alimentation animale, à 5,5 Mt (+ 1 Mt) et des exportations, à 19,4 Mt (+ 14 %), dont 8,4 Mt vers l'Union européenne et 11 Mt vers les

pays tiers. Pour autant, les stocks en fin de campagne 2019-2020 augmenteraient d'environ 30 % par rapport à la campagne précédente.

#### Blé dur : surfaces en fort recul

En 2019, la production de blé dur reculerait à 1,6 Mt (- 12,8 % sur un an), pénalisée par la baisse importante des surfaces (de 354 en 2018 à 253 milliers d'hectares en 2019). Les régions du sud sont particulièrement touchées par la chute de la sole : -38,9 % en Provence-Alpes-Côte d'Azur, - 35,6 % en Midi-Pyrénées et -30,2 % en Languedoc-Roussillon. En revanche, le rendement atteindrait un niveau historique, à 61,9 q/ha, en progression de 22 % par rapport à 2018.

La qualité du blé dur s'améliore pour cette campagne. Le poids spécifique est très élevé, à 80,2 kg/hl en moyenne au niveau national ; les deux tiers de la production dépassent 80 kg/hl contre 28 % sur la période 2014-2018. Les conditions très sèches ont permis une teneur en eau basse, essentielle pour la conservation des grains. La teneur en protéines reste satisfaisante, proche de 14 %, avec cependant un léger recul par rapport à 2018 (14,5 %) et à la moyenne des cinq années précédentes (14,2 %).



## Orges : hausse des surfaces et de la production

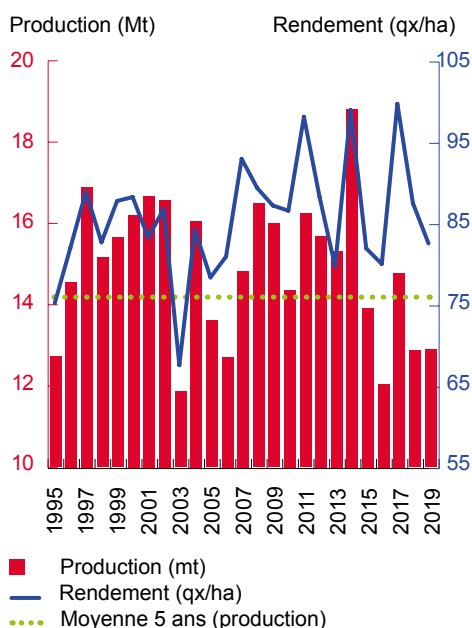
En 2019, la récolte d'orges atteindrait 13,6 Mt au niveau national, en hausse de 22 % par rapport à 2018 et de 16,5 % par rapport à la moyenne 2014-2018. Les surfaces d'orges s'accroissent de 157 milliers d'hectares en un an, profitant en particulier du recul des surfaces de colza et de blé dur. Les superficies en orges de printemps sont les grandes bénéficiaires, gagnant à elles seules 141 milliers d'hectares. A 70,8 q/ha, le rendement est attendu en hausse de 7,5 q/ha sur un an et de 11 % par rapport à la moyenne 2014-2018.

Malgré des perspectives d'exportations dynamiques vers les pays tiers (+ 42 %), les stocks augmenteraient particulièrement en fin de campagne 2019-2020 (+ 69 % par rapport à 2018-2019) du fait de l'importante récolte, selon FranceAgriMer. Les ventes aux pays de l'Union européenne reculeraient d'environ 6 %.

## Maïs : baisse des rendements en 2019

En 2019, la production de maïs-grain (y compris semences) s'établirait à 12,7 Mt, en hausse de 0,1 % sur un an, mais en repli de 10,6 % par rapport

Graphique 3  
Baisse du rendement en maïs



Source : Agreste - Statistique agricole annuelle 1991-2018 / Conjoncture 2019

à la moyenne 2014-2018. Les surfaces progressent de 94 milliers d'hectares. Les rendements ont particulièrement pâti de la sécheresse estivale : ils s'établissent en moyenne à 85,4 q/ha, après 89,2 q/ha en 2018 et 91,6 q/ha sur la période 2014-2018 (graphique 3).

Ces estimations de début de campagne sont cependant susceptibles d'être révisées. D'une part, les conditions de culture ont entraîné une forte hétérogénéité des rendements pas totalement mesurée à ce stade ; d'autre part, le partage entre maïs grain et maïs fourrage n'est pas encore définitif. Sous ces réserves et selon FranceAgriMer, le premier bilan de campagne 2019-2020 du maïs grain (hors maïs humide) fait apparaître un recul des utilisations de maïs en alimentation animale (au profit du blé et des orges) et une légère hausse des exportations vers l'UE (+ 2 %). De ce fait, les stocks de fin de campagne 2019-2020 augmenteraient malgré la baisse des disponibilités.

## Colza : forte baisse des surfaces

En 2019, la récolte française de colza atteindrait 3,5 Mt en 2019, après 5 Mt en 2018, en diminution de 29 % sur un an. Les rendements évoluent peu mais les surfaces baissent fortement, à 1 140 milliers d'hectares, soit 477 milliers d'hectares de moins par rapport à la dernière campagne. Les conditions parfois très difficiles lors des semis 2018 de colza (sécheresse, recrudescence d'insectes ravageurs non contrôlables) ont compromis les levées sur des surfaces importantes, conduisant les agriculteurs à lui substituer d'autres cultures, en particulier le blé tendre et les orges de printemps.

## Tournesol : augmentation de la sole et de la production

La récolte de tournesol est estimée à 1,3 Mt, en hausse de 4,9 % par rapport à 2018 mais inférieure de 4,3 % à la moyenne 2014-2018. Les surfaces augmentent de 52 000 hectares sur un an mais le rendement recule légèrement, de 22,4 q/ha en moyenne à 21,5 q/ha. Il est inférieur de 6,3 % à la moyenne des cinq dernières années (23 q/ha). La situation des cultures est toutefois hétérogène. Les parcelles

situées en sol superficiel où l'irrigation n'a pu être mise en œuvre de façon satisfaisante ont des rendements bien plus faibles ; là où l'irrigation a été possible, les rendements dépasseraient les 25 q/ha.

## Une production mondiale de céréales en hausse

En 2019-2020, la récolte mondiale de céréales s'établirait à 2 159 Mt, en augmentation de 0,8 % sur un an, selon les dernières estimations du CIC (Conseil international des céréales) à fin septembre. C'est la deuxième année consécutive de hausse. Si la récolte de blé tendre est attendue en nette croissance, celle de maïs devrait baisser.

Les Etats-Unis resteraient le premier producteur (410 Mt, - 5,1 % en un an) et le premier exportateur au niveau mondial (75 Mt, - 15 % par rapport à la campagne précédente). Le second exportateur mondial, l'Argentine (52,3 Mt), serait talonné par l'Ukraine (51,4 Mt). Les exportations de l'Ukraine atteindraient ainsi un record. Sa production devrait croître de 4 Mt, à 73,8 Mt, dépassant pour la première fois la barre des 70 Mt. En Russie, la production de céréales s'élèverait à 113 Mt (+ 6,4 Mt), alors que les exportations stagneraient à 43,4 Mt.

Avec une demande mondiale en hausse en 2019/2020, portée aux deux tiers par l'alimentation animale, les stocks mondiaux de céréales de fin de campagne se contracteraient à 601 Mt, contre 625 Mt lors de la précédente campagne.

## Repli des cours du blé tendre en 2019

En 2019-2020, la production mondiale de blé tendre s'élèverait à 764 Mt, en hausse de 31 Mt sur un an.

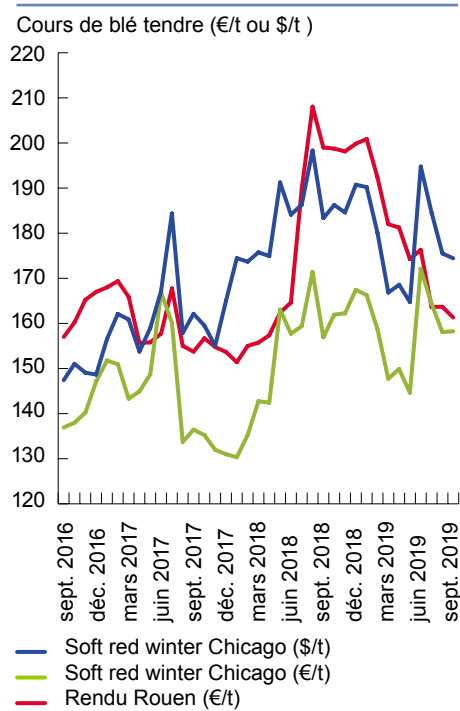
La production dans l'UE s'accroîtrait de façon importante : + 18 Mt à 146 Mt, soit + 14,2 % sur un an, selon les prévisions de la Commission européenne. La hausse est particulièrement marquée en Pologne (+ 28,9 %), en France (+ 16,8 %) et en Allemagne (+ 13,6 %).

A l'exception de la Russie, en léger recul, les pays exportateurs tablent sur des exportations supérieures à celles de la campagne précédente, en lien avec la hausse des productions : + 4,1 Mt d'exportations de l'UE, + 4 Mt en Ukraine, + 0,8 Mt en Argentine et + 0,2 Mt aux Etats-Unis. Les stocks mondiaux augmenteraient de 6 Mt.

Dans la perspective de récoltes mondiales abondantes en 2019-2020 et d'une concurrence vive entre pays exportateurs, les prix baissent par rapport à la campagne précédente (graphique 4). Les prix du blé tendre rendu Rouen fléchissent à 164 €/t en moyenne au troisième trimestre 2019, perdant ainsi 37 €/t entre janvier et août 2019. En 2018-2019, les prix avaient rebondi à 199 €/t au troisième trimestre

Graphique 4

### Les cours du blé tendre en baisse en France et sur le marché mondial



Sources : La Dépêche, FranceAgriMer

2018 après une campagne 2017-2018 qui s'était achevée avec des prix bas (161,5 €/t pour le blé tendre rendu Rouen au deuxième trimestre 2018).

### Les cours du blé dur en légère hausse

En 2019-2020, la récolte mondiale de blé dur diminuerait de 2,4 Mt, à 35,7 Mt d'après le CIC, ce qui réduirait les stocks de fin de campagne de 1,4 Mt, à 8,9 Mt.

Au Canada, premier producteur au monde, la production reculerait de 11 % pour des surfaces en repli de 21 %. Toutefois, les exportations de ce pays augmenteraient (+ 3,7 %) afin de répondre à la demande mondiale. Dans ce contexte, les prix amorcent depuis le début de l'année 2019 une lente remontée : le blé dur rendu La Nouvelle est ainsi passé de 213 €/t en moyenne au premier trimestre 2019 à 230 €/t au troisième trimestre.

### Une production mondiale d'orges qui pèse sur les prix

En 2019-2020, la production mondiale d'orges progresserait de 14 Mt pour s'établir à 154,6 Mt, d'après le CIC. Les rendements mondiaux augmentent peu (29,5 q/ha en 2018, 30,3 q/ha en 2019) alors que les surfaces semées s'accroissent de 2,2 Mha.

Dans le même temps, les importations seraient en hausse de 2 Mt. Cependant, la Chine, premier importateur mondial, réduirait ses achats d'orges à 5,5 Mt, contre 8,7 Mt il y a deux ans. Les stocks s'alourdiraient de 5 Mt pour atteindre 29,1 Mt. Les prix des orges sont ainsi maintenus bas : sur les trois premiers mois de la nouvelle campagne, l'orge de mouture rendu Rouen est ainsi coté à 155,1 €/t en moyenne contre 194,9 €/t pour la campagne 2018-2019.

### Les cours du maïs en baisse en 2019

D'après le dernier rapport du ministère américain de l'agriculture (USDA) de septembre 2019, la récolte mondiale de maïs est estimée en recul de 14 Mt sur un an, à 1 108 Mt, la récolte des Etats-Unis diminuant à elle seule de 13 Mt. Les exportations mondiales se contracteraient de 6 Mt, à 170 Mt, et les stocks s'établiraient à 308 Mt, contre 330 Mt pour la campagne précédente. Les prix sont toutefois orientés à la baisse en raison de l'épidémie de peste porcine africaine (PPA) qui sévit en Asie. Outre la Chine durement touchée, la Corée du Sud enregistre elle aussi de nombreux cas de PPA qui réduisent ses besoins en alimentation animale.

La baisse prévue du commerce mondial pourrait être accentuée par l'état des cultures aux Etats-Unis, en net retard par rapport à l'an dernier (18 % des maïs sont à maturité contre 51 % à la même époque de l'an dernier d'après le dernier « Crop progress » de l'USDA). Les cours

s'établissent à 167,2 €/t en moyenne au troisième trimestre 2019 pour le maïs FOB Bordeaux, contre 170,7 €/t pour le même trimestre de l'an dernier (- 2 % sur un an).

### Un marché mondial des oléagineux en recul

La production d'oléagineux dans le monde atteindrait 579 Mt selon l'USDA, en baisse de 20 Mt par rapport à la campagne 2018/2019. Le soja, première graine oléagineuse cultivée, explique à lui seul cette baisse, avec une récolte passant de 362 Mt en 2018-2019 à 341 Mt en 2019-2020. Les stocks de fin de campagne d'oléagineux s'établiraient à 114 Mt, en diminution de 16 Mt.

La production de colza (69,5 Mt) baisserait légèrement (- 2,4 Mt), tandis que celle de tournesol (52,6 Mt) progresserait (+ 2,3 %).

La production de tourteaux augmenterait de 6 Mt pour le soja, baisserait de 1 Mt pour le colza et resterait quasiment stable pour le tournesol en 2019/2020. Quant à la production d'huile de soja, elle s'accroîtrait de 2 %.

### Le soja dans l'incertitude des tensions commerciales et de la peste porcine africaine

En 2019-2020, la production mondiale de soja baisserait d'environ 20 Mt sur un an, selon les estimations du CIC à fin septembre. Le Brésil deviendrait le premier producteur mondial devant les Etats-Unis (123 Mt contre 99 Mt).

Par rapport à 2018-2019, les surfaces ensemencées en soja aux Etats-Unis ont diminué de 5 Mha, entraînant une baisse de production de 20 %. La baisse de la sole est le résultat de la combinaison de deux facteurs. En premier lieu, la guerre commerciale avec la Chine, premier importateur mondial de soja, qui a taxé les importations américaines en représailles des mesures protectionnistes adoptées par les Etats-Unis. En second lieu, la peste porcine africaine, qui décime le cheptel chinois, réduit de fait les importations d'aliments pour les porcs, en particulier le soja. 35 % des porcs auraient été abattus en Chine dans un pays où la viande porcine représente 60 % de la consommation carnée.

Les échanges mondiaux de soja progressent de nouveau légèrement par

rapport à l'an dernier, à 149,7 Mt contre 148,6 Mt. Le Brésil se substitue aux Etats-Unis pour répondre à la demande chinoise tandis que les américains s'orientent vers d'autres marchés, dont l'Europe. Les exportations américaines diminuent toutefois de 10 Mt en deux ans. Les évolutions des cours du soja sont fluctuantes, dépendantes des annonces de reprise de dialogue entre la Chine et les Etats-Unis ou au contraire d'annonces de nouvelles barrières douanières.

### Le recul de la production de colza en Europe stimule le commerce mondial en 2019

Comme la production, la consommation mondiale de colza recule pour la deuxième année consécutive à 70,8 Mt (- 0,5 Mt par rapport à 2018-2019 selon l'USDA). Le stock final est prévu à 6,6 Mt, en diminution de 19 %. Les productions d'huiles de colza et de tourteaux de colza stagnent.

Dans l'UE, la production continue de baisser du fait des conditions de cultures difficiles, passant sur un an de 19,9 Mt à 17,5 Mt. Les importations européennes soutiennent le commerce mondial : l'UE prévoit d'importer 5,1 Mt cette campagne contre 4,2 Mt en 2018-2019 alors que dans le même temps les exportations mondiales progresseraient de 1,1 Mt. Elles absorberaient ainsi l'essentiel de la hausse des importations européennes. Le Canada, premier producteur mondial avec environ 20 Mt, représente les deux tiers des exportations mondiales

et pèse donc fortement sur les prix des graines, des huiles et des tourteaux de colza (graphique 5). Les cours du colza rendu Rouen augmentent de 357,2 €/t sur les trois premiers trimestres de la campagne 2018-2019 à 368,6 €/t aux trois premiers trimestres de la campagne 2019-2020, soit + 3,2 %.

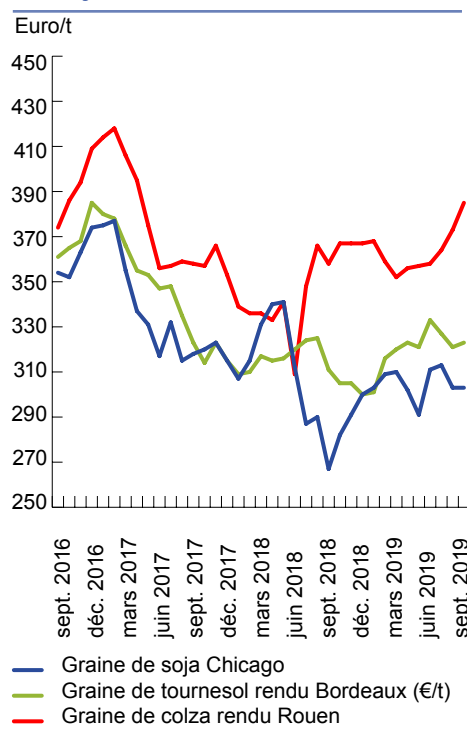
### Tournesol : des cours stables

Selon l'USDA, la production mondiale de tournesol atteindrait 52,6 Mt en 2019-2020 (+ 2,3 %), après 51,4 Mt en 2018-2019. Seules les productions de l'Argentine et de la Turquie se contractent.

L'Ukraine demeure le premier producteur avec 30 % du total mondial. Sur le marché européen, trois pays de l'Est (Hongrie, Bulgarie et Roumanie) produisent 70 % du total de l'UE. Sur les trois premiers mois de la campagne 2018-2019, les prix moyens de la graine de tournesol rendu Bordeaux reculent de 5 % par rapport à la même période de la campagne précédente. Après une période de creux lors de l'hiver 2018, où ils avaient reculé jusqu'à 300 €/t, les prix du tournesol rendu Bordeaux sont remontés aux alentours de 320 €/t au printemps 2019 et sont assez stables depuis.

Graphique 5

### Oléagineux : rebond du colza, incertitudes autour du tournesol et du soja



Source : La Dépêche

### Sources

- Les données françaises de la conjoncture Grandes cultures sont des données annuelles. Les estimations de surface et de rendement sont fournies par les services déconcentrés de la statistique agricole en fonction de l'avancement du calendrier agricole. Elles sont établies à dire d'experts et à partir des premiers résultats des enquêtes sur l'utilisation du territoire et les rendements (interrogation de 13 000 exploitants sur les rendements moyens constatés après récolte). Pour les estimations de surfaces, les résultats des enquêtes Terres labourables sont utilisés à partir du mois de février. Concernant les semis d'hiver, les superficies de l'année N incluent les semis d'hiver de la fin de l'année N-1. Pour les estimations de rendements, les résultats des enquêtes sont intégrés à partir de septembre ou octobre pour les cultures récoltées en été (selon le calendrier des moissons en région). Pour les cultures récoltées à l'automne, les rendements sont estimés à dire d'experts jusqu'à la fin de l'année en cours, les résultats des enquêtes ne pouvant être intégrés qu'au début de l'année suivante.
- Les données européennes de production proviennent de l'organisme statistique européen : [www.epp.eurostat.ec.europa.eu](http://www.epp.eurostat.ec.europa.eu), du bulletin MARS édité par la Commission européenne : <http://mars.jrc.it/mars/Bulletins-Publications>, ou de la Commission européenne/DG-Agri
- Les cotations mondiales (hors Chicago) ainsi que les bilans français provisoires et prévisionnels sont fournis par FranceAgriMer.
- Les bilans mondiaux sont établis par le Conseil international des céréales et l'USDA : [www.igc.org.uk](http://www.igc.org.uk) et [www.usda.gov/oce/commodity/wasde/index.htm](http://www.usda.gov/oce/commodity/wasde/index.htm)
- Les données de production sur le Canada proviennent de l'institut canadien de statistiques Statcan : <http://www.statcan.gc.ca/>
- Les cotations françaises et à Chicago sont reprises de l'hebdomadaire La dépêche / Le petit meunier.

### Définitions

- Le **temps de chute de Hagberg** : un temps suffisamment long traduit l'intégrité de l'amidon et l'aptitude à la fermentation. Un temps court traduit la transformation de l'amidon en sucres à la suite du début de la germination du grain. Si le temps de chute de Hagberg est trop faible, la levée de la pâte ne s'effectue pas correctement et elle colle au pétrin.
- Le **taux de protéines** : un taux de protéine suffisamment élevé permet la tenue du pain à la fermentation. C'est également le critère déterminant pour l'alimentation animale. Un taux de protéines élevé favorise la croissance des animaux.
- Le **PS (poids spécifique)** correspond à la masse des grains de blé contenu dans 100 hectolitres. Plus le PS est élevé, plus les coûts de transport et de stockage des récoltes sont faibles. Lorsque le grain se remplit, en fin de croissance du blé, entre le stade « grain laiteux » et la récolte, un cumul de pluie trop important fait descendre le PS des grains de blés. Un seuil minimal est souvent un des critères retenus dans les cahiers des charges des contrats internationaux.

### Pour en savoir plus

- dans « Données en ligne »
- dans la rubrique « Conjoncture - Grandes cultures et fourrages » pour les publications Agreste Conjoncture et les données régionales de la situation mensuelle grandes cultures

Les dernières publications Agreste parues sur le thème sont :

- « Rendements élevés pour les céréales en 2019 », Infos rapides Grandes cultures et fourrages n°8/10, octobre 2019
- « Une récolte 2019 très abondante pour le blé tendre et les orges, un recul du blé dur et du colza et des incertitudes sur les cultures d'été », Infos rapides Grandes cultures et fourrages n°7/10, septembre 2019
- « En 2018/2019, redressement du prix des graines sous l'effet de la baisse des productions et du dynamisme de la demande », Synthèses Céréales et Oléagineux n°2019/344, juin 2019





## Fruits d'été : en 2019, hausse des chiffres d'affaires à la production sous l'effet du redressement des récoltes

**En 2019, favorisée par la météo printanière, l'offre française et européenne en fruits d'été se redresse sur un an. Cette hausse de la production s'accompagne d'une baisse des cours par rapport à 2018, à l'exception de la cerise. Le chiffre d'affaires s'accroît en France sur un an pour tous les fruits d'été, avec des différences toutefois selon les régions.**

### En 2019, la récolte d'abricots progresse en France et dans la plupart des autres pays européens, sauf en Espagne

En 2019, selon le MEDFEL (salon international d'affaires de la filière fruits et légumes de l'EuroMéditerranée), la production européenne d'abricots s'accroîtrait de 7 % par rapport à 2018 et de 14 % par rapport au niveau moyen des campagnes 2013 à 2017 (*tableau 1*).

En France, la récolte d'abricots augmenterait fortement sur un

an (+ 29 %) pour s'établir dans la moyenne 2014-2018, grâce à des conditions climatiques favorables à la floraison, notamment en Vallée du Rhône. Dans ce bassin, des orages destructeurs ont toutefois réduit le potentiel de production initial, si bien que la récolte, très supérieure (+ 44 %) à celle exceptionnellement faible de 2018, devrait être inférieure au niveau moyen 2014-2018 (- 6 %).

La production italienne, première en Europe, progresserait de quasiment 30 % sur un an, se situant 23 %

au-dessus de son niveau moyen. Seule la production espagnole reculerait sur un an, et de façon très marquée (- 36 %), conséquence du gel survenu en février dans les régions de Murcie et Castille-La Manche.

### La production européenne de pêches progresserait partout, sauf en Grèce

En 2019, la récolte européenne de pêches et nectarines s'accroîtrait également (+ 9 % par rapport à 2018 et + 1 % comparé à la moyenne 2013-2017) (*tableau 2*). Après une année 2018 marquée par le gel, les récoltes de l'Espagne et de l'Italie, principaux pays producteurs dans l'UE, se redressent tandis que celles de la Grèce diminuent.

En France, la récolte de pêches serait en hausse de 8 % sur un an, mais en baisse par rapport à la moyenne 2014-2018. En Vallée du Rhône, la production diminue à la fois sur un an et par rapport au niveau moyen, en raison d'orages de grêles dévastateurs pendant l'été.

Tableau 1

### En 2019, une production européenne d'abricots supérieure à la moyenne

Abricot	2019	2018	2019/2018	Moyenne 2013-2017	2019/Moyenne 2013-2017
	(millier de tonnes)		(%)	(millier de tonnes)	(%)
Italie	275	213	29	224	23
France	146	113	29	144*	+ 1*
Espagne	97	152	- 36	110	- 12
Grèce	91	90	1	54	69
Union européenne	609	568	7	535	14

\* Pour la France, moyenne 2014-2018.  
Source : MEDFEL (moyenne cinq ans 2013-2017)

**Tableau 2**  
**En 2019, une production européenne de pêches prévue dans la moyenne**

Pêche-nectarine (hors pavie)	2019	2018	2019/2018	Moyenne 2013-2017	2019/Moyenne 2013-2017
	(millier de tonnes)		(%)	(millier de tonnes)	(%)
Espagne	1 299	1 163	12	1 223	6
Italie	1 202	1 076	12	1 304	- 8
Grèce	336	360	- 7	270	24
France	194	179	8	207*	- 6*
Union européenne	3 031	2 778	9	3 011	1

\* Pour la France, moyenne 2014-2018.

Source : MEDFEL (moyenne cinq ans 2013-2017)

### La production française de cerises progresserait sur un an

En 2019, la récolte de cerises en Turquie, premier pays producteur en Europe, est estimée en hausse de 6 % sur un an, selon Infofruit. Les productions espagnoles et italiennes sont particulièrement limitées en variétés précoces.

En France, la récolte de cerises rebondirait de 11 % par rapport à 2018, année de production la plus faible des six dernières années. Néanmoins, elle serait inférieure de 11 % à la moyenne sur cinq ans.

### Des cours à la production plus bas qu'en 2018 pour les fruits d'été, sauf pour la cerise

Sur la campagne 2019 (juin à août), les prix à la production de l'abricot sont inférieurs de 9 % à ceux de 2018 et de 2 % à la moyenne 2014-2018.

La campagne de commercialisation commence avec une semaine de retard par rapport à une année normale, conséquence des températures fraîches en mai. En juin, les prix de l'abricot sont inférieurs aux prix moyens sur la période 2014-2018. La majorité des fruits est constituée de petits calibres (A). En raison d'une récolte limitée, le produit espagnol disparaît rapidement des rayons, et les grandes et moyennes surfaces se tournent alors vers les abricots d'origine française. La demande, dans un premier temps, est relativement modérée, surtout en calibre A, puis est stimulée par la canicule en fin de mois.

En juillet, les prix de l'abricot baissent de 8 % sur un an, tout en se situant légèrement au-dessus de la moyenne quinquennale (+ 3 %). Sous l'effet de la canicule qui bloque le grossissement des fruits, l'offre devient déficitaire, notamment en gros calibres. Bien que l'écoulement du produit soit fluide, la demande reste modérée, surtout à partir de la mi-juillet. Dans un contexte de ralentissement des ventes et de lots marqués par la grêle ou la canicule, les cours ont du mal à se redresser. La concurrence sur le marché européen est vive, en raison de l'importance de la récolte italienne. En août, le marché intérieur est ainsi encombré avec des lots de variété Bergeron qui n'ont pas pu être exportés.

Sur la campagne 2019, les exportations reculent d'un quart par rapport à 2018, après une baisse équivalente en 2018 (tableau 3). Elles diminuent de plus de la moitié par rapport à la moyenne 2014-2018 (- 57 %) L'excédent des échanges s'érode de nouveau en volume, comparé à 2018, malgré une contraction des importations. Le solde est dix fois moins élevé que le niveau

**Tableau 3**  
**En 2019, chute des exportations françaises d'abricots**

Destinations	2019*	Écart sur un an	Écart par rapport à la moyenne sur cinq ans
	(tonnes)		(%)
Total	20 484	- 25	- 57
Allemagne	7 440	- 32	- 62
Italie	3 324	- 41	- 61
Autres pays	9 720	- 8	- 51

\* Mai 2019 - Août 2019.

Source : DGDDI (Douanes)

moyen 2014-2018 (3 000 tonnes contre 30 000 tonnes).

Sur la période de juin à septembre 2019, les cours de la **pêche-nectarine** baissent sur un an (- 6 % par rapport à 2018), tout en se situant 15 % au-dessus des prix moyens 2014-2018.

En juin 2019, les cours sont inférieurs de 4 % à ceux de 2018, mais supérieurs de 8 % à la moyenne des cinq dernières années. L'offre, constituée pour l'essentiel de fruits de petit calibre (B), est commercialisée avec retard. En juillet, les cours demeurent fermes par rapport à la moyenne. Le marché est alors très actif, grâce aux températures élevées de l'été qui favorisent la consommation de ce fruit. Les calibres sont plus petits que prévu, ce qui réduit les quantités commercialisées. Un déficit d'offre persiste concernant les fruits de calibre A ou supérieur, à l'inverse de ceux de calibre B, dont les cours s'effritent légèrement.

En août, les cours restent supérieurs de 14 % à la moyenne 2014-2018. En toute fin de mois, les volumes mis en marché sont plus importants que les années passées du fait de la canicule qui a retardé le calendrier de production. La formation de stocks pèse sur les cours. Avec la baisse de la demande en septembre, les cours fléchissent de 10 % sur un an, tout en restant proches de la moyenne quinquennale.

Sur la plus grande partie de la campagne, les cours bénéficient d'une demande dynamique, entretenue par un été caniculaire, le troisième le plus chaud depuis 1900.



Les importations en provenance d'Espagne baissent légèrement sur un an et par rapport à la moyenne sur cinq ans. Parallèlement, de mai à août 2019, les exportations françaises augmentent par rapport à 2018 (+ 8 %), tout en restant inférieures d'un tiers à leur niveau moyen. Le déficit des échanges se réduit de 2 % sur un an.

Sur l'ensemble de la campagne 2019 (mai à juillet), les prix à la production de la **cerise** augmentent sensiblement par rapport à ceux de la campagne précédente (+ 19 %) et à la moyenne 2014-2018 (+ 16 %). Le calendrier de production est plus étalé qu'en 2018. La commercialisation est tardive avec un pic de production atteint fin juin et des fruits présents en quantité sur les étals en juillet. Au cœur de la campagne (juin et juillet), le fruit bénéficie de conditions climatiques favorables à la fois à la production et à la consommation, contrairement à 2018.

### En 2019, hausse du chiffre d'affaires des fruits d'été

En 2019, le chiffre d'affaires de l'**abricot** augmente de 17 % sur un an au niveau national, dépassant légèrement la moyenne 2014-2018 (+ 1 %). Il reste cependant en deçà des niveaux antérieurs à 2016 (*graphique 1*).

La hausse des volumes produits fait plus que compenser la baisse des prix. Cette tendance nationale masque cependant des différences entre régions. En Vallée du Rhône, le chiffre d'affaires rebondit d'un tiers sur un an, grâce au redressement de la production, mais se situe de nouveau au-dessous de son niveau moyen (- 5 %). En Paca et Languedoc et Roussillon, il progresse sur un an et par rapport à la moyenne quinquennale, malgré la baisse des cours.

En 2019, le chiffre d'affaires à la production de la **pêche** s'accroît, au niveau national, de 2 % sur un an

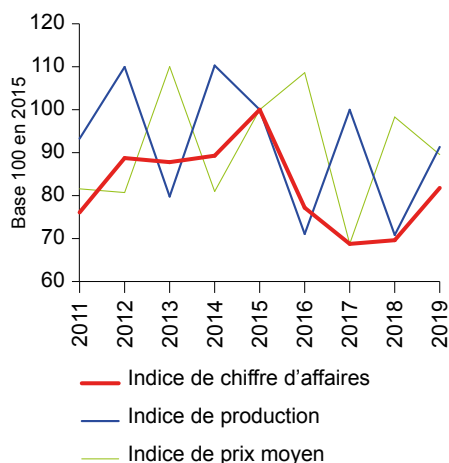
et de 9 % comparé à la moyenne 2014-2018, grâce à la hausse de la production (*graphique 2*). Les disparités dans l'évolution du chiffre d'affaires sont importantes entre bassins de production : baisse dans la Vallée du Rhône et augmentation dans le Languedoc et le Roussillon.

Ramené à l'hectare, le chiffre d'affaires enregistre des évolutions plus marquées : + 15 % au-dessus de la moyenne des cinq dernières campagnes au niveau national, atteignant + 24 % en Languedoc et Roussillon et + 12 % en Paca.

Au niveau national, le chiffre d'affaires 2019 de la **cerise** progresse de 31 % sur un an et de 6 % comparé à la moyenne 2014-2018, sous l'effet conjugué de l'augmentation des prix et des quantités produites (*graphique 3*). Dans tous les bassins de production, le chiffre d'affaires est en hausse par rapport à 2018 (surtout dans la Vallée de la Garonne) et par rapport à la moyenne quinquennale (sauf en Provence).

Graphique 1

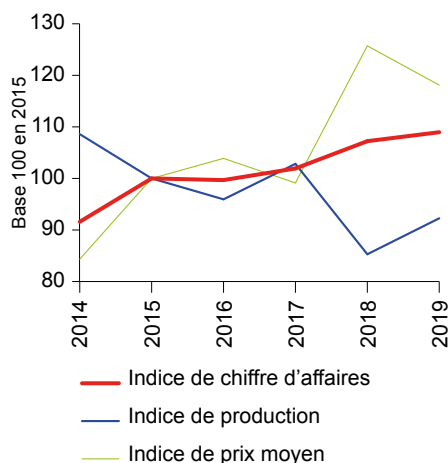
En 2019, le chiffre d'affaires national de l'abricot ne retrouve pas les niveaux antérieurs à 2016



Source : Agreste

Graphique 2

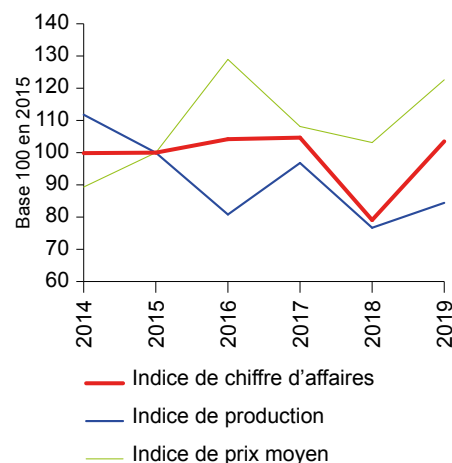
En 2019, le chiffre d'affaires national de la pêche progresse



Source : Agreste

Graphique 3

En 2019, redressement du chiffre d'affaires national de la cerise



Source : Agreste

## Sources et définitions

### Sources

- MEDFEL : salon international de la filière fruits et légumes de l'EuroMéditerranée, qui se tient chaque année début mai et qui diffuse notamment des prévisions de production de pêches et d'abricots des principaux pays européens ([www.medfel.com](http://www.medfel.com)).
- Infofruit : société spécialisée dans la veille économique internationale de la filière fruits et légumes ([www.infofruit.fr](http://www.infofruit.fr))
- Enquête de conjoncture fruitière : prévisions de production et de surface du Service de la Statistique et de la Prospective (Agreste - SSP)
- Statistique agricole annuelle : données historiques de production et de surface (Agreste - SSP)
- DGDDI : données de commerce extérieur

### Définitions

- Ippap : indice des prix des produits agricoles à la production : il mesure mensuellement l'évolution des cours français à la production. Cet indice permet d'agréger les prix moyens mensuels des différentes variétés.
- L'indice de chiffre d'affaires est calculé à partir de l'Ippap et des calendriers de production du SSP. Il est élaboré par bassin de production ainsi qu'au niveau national à partir des chiffres d'affaires mensuels du premier mois jusqu'au dernier mois de campagne. La production utilisée dans le calcul de la présente publication est estimée au dernier mois de suivi de la conjoncture de chaque fruit : au 1<sup>er</sup> juillet pour la cerise, au 1<sup>er</sup> août pour l'abricot et au 1<sup>er</sup> septembre pour la pêche. L'indice de chiffre d'affaires est une moyenne ne reflétant pas toujours les situations locales.
- Disponible : production + importations – exportations

## Pour en savoir plus

- dans la rubrique « Conjoncture - Fruits »

### Les dernières publications Agreste parues sur le thème sont :

- « Au 1<sup>er</sup> septembre 2019, production de pêches en-dessous de la moyenne et chiffre d'affaires national en hausse sur un an », Infos rapides Fruits-Pêche n° 2019-129, septembre 2019
- « Au 1<sup>er</sup> août 2019, production d'abricots revue en légère baisse et prix légèrement au-dessus de la moyenne 2014-2018 », Infos rapides Fruits-Abricot n° 2019-116, août 2019
- « Au 1<sup>er</sup> juillet 2019, une production de cerise en dessous de la moyenne sur 5 ans et des prix soutenus », Infos rapides Fruits-Cerise n° 2019-101, juillet 2019



## Légumes d'été : en 2019, hausse quasi-générale des prix à la production dans un contexte d'évolutions disparates des récoltes

***En 2019, les récoltes de plusieurs légumes d'été reculent (tomates, salades, melon, courgette) par rapport à 2018, à l'inverse de celles du concombre et de la fraise. Ce repli des productions s'explique en grande partie par le manque de luminosité au printemps, et les fortes chaleurs estivales. Pour le melon et la chicorée, le recul est accentué par la réduction des surfaces. Les prix à la production sont en hausse pour tous les légumes d'été, à l'exception des salades. Le chiffre d'affaires national de la tomate, de la courgette, du concombre et de la fraise augmente tandis que celui des salades et du melon se dégrade. Le déficit du commerce extérieur se réduit sur un an pour le concombre, la tomate et les salades mais se creuse pour les autres légumes.***

### Concombre : une production en hausse et des prix élevés grâce à la demande estivale en juillet et août

Sur la campagne 2019 (janvier-décembre), la production de concombres (133 585 tonnes (t))

#### Définition des légumes d'été

*Les légumes d'été correspondent aux productions de frais, pour lesquelles la majeure partie des volumes sont récoltés au printemps et en été. Le concombre, la courgette, le melon, la tomate, la fraise, la chicorée et les laitues sont concernés. Ces deux dernières sont également cultivées en période hivernale. La distinction entre leurs périodes de production est possible car les assolements sont traditionnellement remaniés entre la fin de l'été et le début de l'automne.*

progresserait de 4 % par rapport à 2018, à l'instar des surfaces (590 ha) et de 5 % par rapport à la moyenne des cinq dernières années.

La culture sous serre représente 89 % de la production, avec une majorité de serres chauffées. C'est dans le Centre-Ouest, premier bassin de production du concombre, que la hausse des surfaces et de la production est la plus importante. Lors des premiers mois de campagne, les cultures prennent toutefois parfois du retard, en raison du printemps maussade. Par la suite, les températures caniculaires de l'été et la pression sanitaire due aux insectes pèsent sur les cultures.

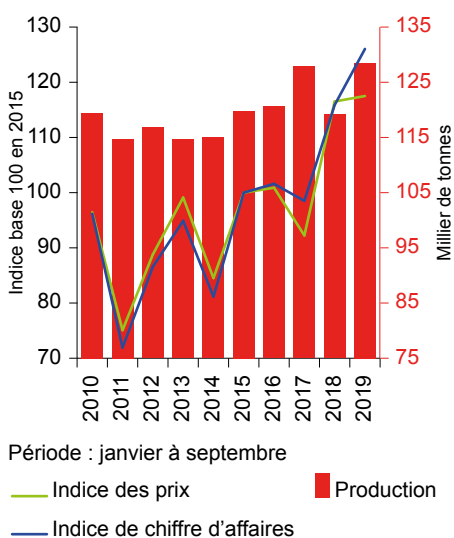
En février 2019, la demande de concombres d'origine française est stimulée par la douceur des températures. Les mois suivants, sous l'effet de la concurrence

des produits du nord de l'Europe et du retour du froid, les prix à la production se replient, s'établissant rapidement en deçà des cours moyens 2014-2018 en avril. Les conditions estivales qui s'installent fin juin relancent la demande et les récoltes. Les prix atteignent des niveaux particulièrement élevés en juillet, supérieurs de plus de 40 % à 2018 et à la moyenne des cinq dernières campagnes, portés par les difficultés de production et d'approvisionnement des marchés en raison de la chaleur. En août, la production faiblit et le retour à des températures moins élevées tempère la consommation. En septembre, à l'approche de la fin de campagne, la demande faiblit en même temps que les volumes disponibles. Sur l'ensemble de la campagne, les prix moyens augmentent de 1 % par rapport à 2018 et de 19 % par rapport à la moyenne 2014-2018.

De janvier à août 2019, le solde des échanges commerciaux demeure déficitaire (- 39 730 t par rapport à 2018) mais se réduit de 7 % sous l'effet d'une contraction des importations (- 3 925 t, à 45 420 t) bien supérieure à celle des exportations (- 474 t, à 5 690 t).

Sur la période de janvier à septembre 2019, le chiffre d'affaire du concombre progresserait de 9 % sur un an et de 27 % par rapport à la moyenne 2014-2018, grâce à l'augmentation de la production et des prix (graphique 3).

**Graphique 3**  
**Concombre : progression des prix, de la production et du chiffre d'affaires**



Source : Agreste

**Courgette : croissance du chiffre d'affaires portée par des prix élevés jusqu'en juillet**

Pour la campagne 2019 (avril à novembre), la production de courgettes destinée au marché du frais est estimée à 97 200 t, en baisse de 9 % sur un an, malgré la légère hausse des surfaces (2 687 ha). Les superficies sous serre (moins de 20 % des surfaces totales) progresseraient plus que celles de plein air. Seul le bassin Sud-Est serait concerné par l'augmentation des superficies. Les récoltes 2019 baisseraient tout de même de 8 % par rapport à la moyenne 2014-2018.

Le printemps maussade rend difficile l'implantation des cultures et génère

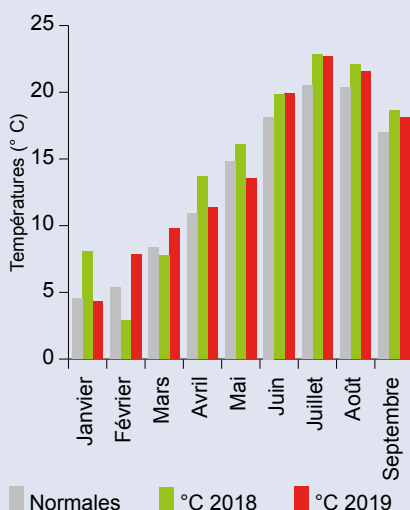
**Une météo 2019 peu ensoleillée au printemps et fragilisant les récoltes en été**

À l'exception du mois de février 2019, où la douceur et l'ensoleillement ont été favorables aux premières fraises de saison, la météorologie en demi-teinte de la fin de l'hiver et du printemps 2019 ne permet pas aux cultures de bénéficier d'un bon niveau d'ensoleillement. Avec l'installation de conditions estivales fin juin, la situation change et les produits affluent alors sur les marchés (graphique 1). Le stress hydrique engendré par les épisodes caniculaires fin juin et fin juillet perturbe ensuite le développement

végétatif des légumes et dégrade la qualité des récoltes (graphique 2). La maturation accélérée de certains légumes (melon, tomate) entraîne le télescopage des productions en juillet.

Les rendements sont en baisse pour la plupart des espèces, sauf pour la fraise. Seules les récoltes de concombres, dans un contexte d'augmentation des surfaces, et de fraises dont le pic de production a eu lieu avant les fortes chaleurs, s'accroissent.

**Graphique 1**  
**Une chaleur importante dès juin 2019**



Source : Météo-France

**Graphique 2**  
**Un printemps et un été secs**



Source : Météo-France

des pertes de rendement en mars et avril. Les canicules successives de l'été dégradent la qualité des courgettes ; leur développement végétatif est perturbé par les variations de températures du mois d'août. Des épisodes d'intempéries (pluies et grêle) ont également lieu en région Paca et Auvergne-Rhône-Alpes, entraînant le déclassement d'une partie de la production.

En début de campagne 2019, les prix sont fermes par rapport à la moyenne 2014-2018, alors que l'offre est encore faible. Les conditions météorologiques du printemps continuent de peser sur la récolte de juin : celle-ci, déficitaire

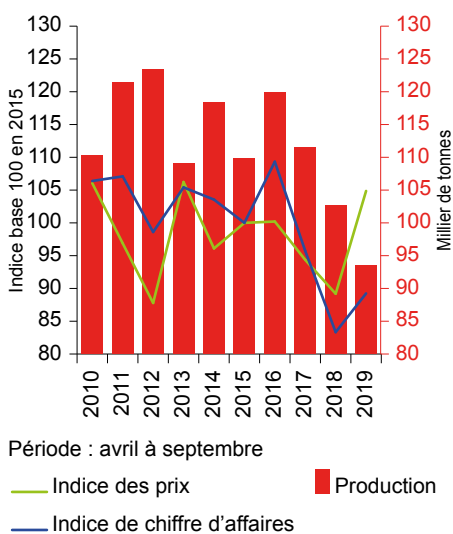
par rapport à la moyenne 2014-2018, soutient les prix, en progression de 44 % par rapport à la moyenne 2014-2018. Par la suite, l'offre s'étoffant sous l'effet de la chaleur, et la consommation de ce légume « à cuire » ralentissant, les prix retrouvent des niveaux plus habituels mais toujours supérieurs à la moyenne. Sur la campagne 2019, les prix progressent de 18 % par rapport à ceux de la campagne précédente et de 9 % par rapport à la moyenne des cinq dernières années.

Sur la période d'avril à août 2019, la hausse de 17 % sur un an des exportations de courgettes (4 105 t) ne suffit pas à compenser l'augmentation

(+ 3 %) des importations (45 650 t) : le déficit des échanges commerciaux se creuse de 2 %.

Entre avril et septembre, avec une production en repli, mais des prix en hausse, le chiffre d'affaires de la courgette destinée au marché du frais augmente de 7 % sur un an, tout en reculant de 9 % par rapport à la moyenne quinquennale (*graphique 4*).

#### Graphique 4 Courgette : hausse du chiffre d'affaires malgré le recul de la production



Source : Agreste

#### Melon : des prix plus élevés pour une production en recul

Sur la campagne 2019 (mai à octobre), la production de melons (222 940 t) se replie de 10 % sur un an et de 14 % par rapport à la moyenne 2014-2018. Ce recul provient en partie de la contraction des superficies (- 7 % sur un an, à 11 900 ha), en particulier de celles sous serre qui ne représentent que 5 % du total. La baisse des surfaces dans les bassins du sud de la France (Sud-Ouest et Sud-Est) est particulièrement marquée.

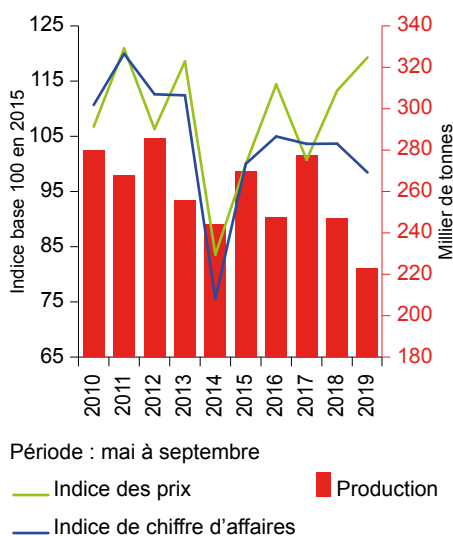
Le printemps frais retarde le développement végétatif des premiers fruits. Par la suite, les épisodes successifs de fortes chaleurs accélèrent la maturation des melons et favorisent la production de gros calibres. En août, les températures redescendent, les calibres deviennent

plus hétérogènes et l'offre plus irrégulière. Certaines zones sont perturbées par les intempéries, comme en Vendée. Le pic de production, moins important qu'à l'été 2018, a lieu après la mi-juillet.

En début de campagne, la consommation est peu dynamique en raison des conditions climatiques maussades, mais adaptée à la faible production du moment. Le marché s'anime véritablement fin juin, aussi bien du côté de l'offre que de la demande. La concurrence du melon espagnol est peu active à la suite de divers aléas climatiques en Espagne ; les prix à la production sont en hausse sur un an. Avec les températures élevées de juillet, les récoltes s'intensifient, venant engorger le marché sur de courtes périodes. La demande, stimulée par la météo, ne suffit alors pas à écouler les disponibilités et le melon est déclaré en crise conjoncturelle par le Réseau des nouvelles des marchés (RNM) pendant cinq jours consécutifs. En août et en septembre, les températures se rafraîchissent, freinant la demande, tandis que la production se réduit. En moyenne sur la campagne, les prix sont plus élevés que ceux de 2018 et de la moyenne 2014-2018.

De mai à août 2019, les importations de melons (122 350 t) reculent de

#### Graphique 5 Melon : contraction du chiffre d'affaires malgré la hausse des prix



Source : Agreste

1 % et les exportations (25 580 t) de 7 % sur un an. Il en résulte un déficit commercial relativement stable (+ 0,5 % sur un an).

Sur la période de mai à septembre, le chiffre d'affaires du melon se replie de 5 % en moyenne sur un an, la diminution de la production n'ayant pas été totalement compensée par la bonne tenue des prix (*graphique 5*). Le chiffre d'affaires progresse toutefois de 1 % par rapport au niveau moyen 2014-2018.

#### Fraise : croissance du chiffre d'affaires après deux années consécutives de baisse

La production nationale de fraises non destinées à la transformation (59 740 t) de la campagne 2019 (mars à juillet) progresserait de 14 % sur un an et de 5 % par rapport à la moyenne 2014-2018. Les surfaces seraient stables au niveau national : baisse de 3 % sur un an dans le bassin Centre-Ouest mais hausse dans le Sud-Ouest (+ 1 %) et le Sud-Est (+ 2 %). La culture sous serre est majoritaire dans tous les bassins ; elle représente 56 % des superficies au niveau national et jusqu'à plus de 70 % dans les bassins Centre-Ouest et Sud-Ouest.

Pendant le développement des plants de fraises, la douceur des températures en février et les épisodes de fraîcheur au printemps sont propices à un bon état sanitaire. La région Paca enregistre ses meilleurs rendements depuis 2012. Cependant, tous les bassins souffrent de la pression des nuisibles, notamment de la drosophile *Suzukii*, sans conséquence majeure toutefois. Les températures en hausse du mois de juin accélèrent le mûrissement des fraises et la qualité du produit est mise à mal par les épisodes caniculaires. En Centre-Val-de-Loire, la chaleur altère les fleurs en juillet. En Auvergne-Rhône-Alpes, les orages de mi-juin détériorent la production dans certains secteurs.

En début de campagne et jusqu'en mai, le marché reste dans l'ensemble encombré par la concurrence ibérique et une demande peu soutenue. Les prix à



la production se tassent avec la montée en production saisonnière des bassins. La plupart du temps, ils sont inférieurs à 2018 et à la moyenne quinquennale. La variété Gariguet est déclarée en situation de crise conjoncturelle pendant cinq jours consécutifs début mai, par le RNM. Les fortes chaleurs de l'été activent la consommation, contribuant à l'écoulement fluide du produit et au raffermissement des prix. En septembre, la faible production, issue essentiellement des variétés remontantes, alimente les étals de façon irrégulière, conséquence des chaleurs de juillet et d'août, sur un marché par ailleurs peu animé. Sur les cinq mois de la campagne, les prix de la fraise progressent de 4 % par rapport à la campagne 2018 et de 3 % par rapport à la moyenne des cinq dernières campagnes.

Sur la période de mars à juillet 2019, le déficit du commerce extérieur (- 42 900 t) se creuse de 7 % par rapport à 2018, sous l'effet de la croissance (+ 6 %) des importations (49 300 t) et du fléchissement de 1 % des exportations (6 400 t).

Avec des prix et une production en hausse sur la campagne 2019, le chiffre d'affaires de la fraise progresse de 15 % en moyenne par rapport à la campagne précédente et par rapport à

la moyenne 2014-2018 (+ 8 %), après deux années consécutives de repli (*graphique 6*).

### Tomate : le chiffre d'affaires s'accroît, la hausse des prix ayant plus que compensé la baisse des récoltes

Pour la campagne 2019 (janvier à décembre 2019), la production de tomates (524 878 t destinées au marché du frais), est estimée en repli de 6 % par rapport à la campagne 2018 et de 12 % à la moyenne 2014-2018. Les surfaces sont étales au niveau national (2 313 ha) mais les évolutions varient selon les bassins : en baisse pour le Sud-Est (- 9 %) et en hausse pour les bassins Sud-Ouest, Ouest et Centre-Ouest. Les superficies de plein air, largement minoritaires avec moins de 15 % des cultures, évoluent peu (+ 2 %).

Après deux années de baisse, la production progresse en Bretagne. Le Sud-Est, deuxième bassin producteur après l'Ouest, enregistre une baisse tandis que la production du Sud-Ouest est en hausse sur un an.

En début de campagne, la météo contrastée perturbe les cultures et entraîne des retards dans le calendrier de production. Avec la remontée des températures au début de l'été, des

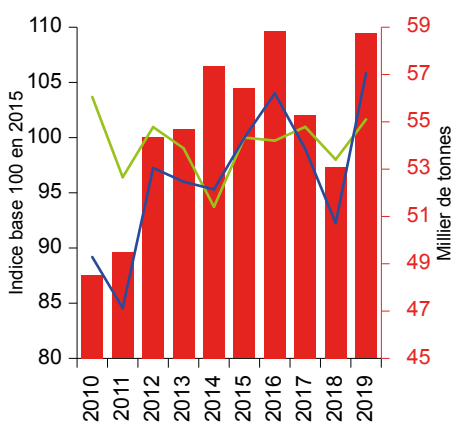
volumes conséquents arrivent sur les étals, compensant en partie les faibles volumes des premiers mois. Les fortes chaleurs mettent toutefois à mal les plants, particulièrement lors de la floraison, faisant chuter les rendements, notamment dans le bassin Sud-Est plus particulièrement affecté par la canicule.

La commercialisation des tomates est tributaire de conditions météo contrastées. En février, la faiblesse des premiers volumes trouve d'autant plus facilement preneur que la météo exceptionnelle stimule la demande ; les prix à la production démarrent ainsi à des niveaux fermes. À partir de mars, la consommation retombe, et les prix avec elle. Sur les six premiers mois de 2019, les achats de tomates par les ménages reculent de 3 % par rapport à 2018, selon les données du panel Kantar de FranceAgriMer.

Les températures estivales relancent la demande et font grimper les prix en juin et juillet. En août, l'offre est en retrait, conséquence de la sécheresse des mois précédents tandis qu'une météo plus fraîche pèse sur la demande, en léger retrait par rapport à juillet. Sur la campagne 2019, les prix sont en moyenne supérieurs de 4 % à ceux de la campagne précédente et de 3 % par rapport à la moyenne quinquennale.

Graphique 6

### Fraise : avec des récoltes et des prix en hausse, le chiffre d'affaires s'accroît



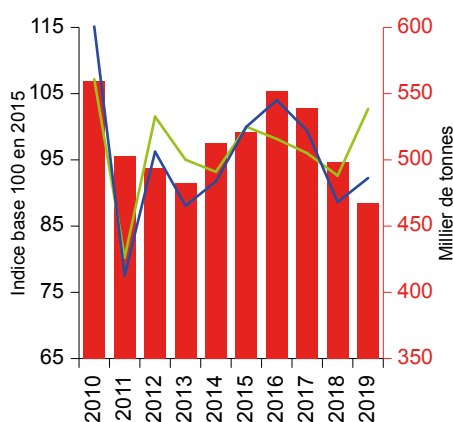
Période : mars à juillet

— Indice des prix  
— Indice de chiffre d'affaires  
■ Production

Source : Agreste

Graphique 7

### Tomate : recul de la production plus que compensé par l'augmentation des prix



Période : février à septembre

— Indice des prix  
— Indice de chiffre d'affaires  
■ Production

Source : Agreste

Entre janvier et août 2019, le déficit du commerce extérieur (- 195 045 t) pour la tomate (fraîche et destinée à l'industrie) se réduit de 9 % sur un an après s'être creusé en 2018. Les importations (349 620 t) se contractent de 3 % tandis que les exportations (154 580 t) sont en hausse de 6 % sur un an.

Le chiffre d'affaires de la tomate en frais s'accroît de 4 % par rapport à 2018 sous l'effet de l'augmentation des prix (*graphique 7*). Il diminue cependant par rapport à la moyenne des cinq dernières campagnes (- 5 %).

### Chicorée d'été : un chiffre d'affaires pénalisé par le recul des prix et de la production

Pour la campagne 2019 de la chicorée d'été, qui s'étend de mai à septembre 2019, la production

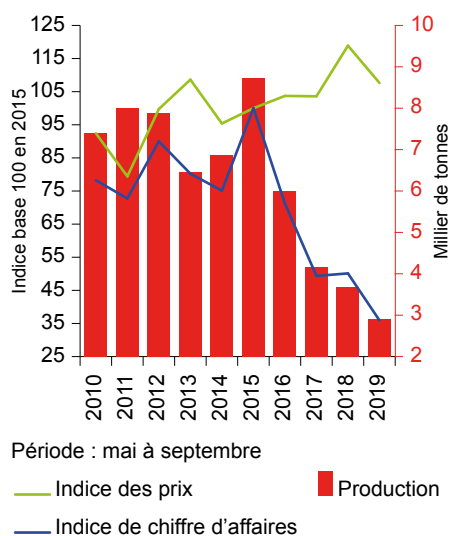


s'établirait à 35,1 millions de têtes, en repli de 4 % sur un an et de 19 % par rapport à la moyenne des cinq dernières campagnes. Ces baisses proviendraient de la réduction des surfaces (799 ha) des seules variétés frisées, principalement dans le bassin Centre-Ouest.

Le début de campagne (mai et juin) bénéficie d'une météo satisfaisante, bien que les variations de températures du printemps aient généré un stress végétatif dans certaines régions. La période estivale complique la conduite des cultures ; la chaleur excessive et le manque d'eau diminuent les rendements et génèrent des problèmes de qualité, notamment dans les Hauts-de-France et en Normandie.

La campagne estivale 2019-2020 de la chicorée débute avec des prix à la production relativement fermes par rapport à la moyenne des cinq dernières campagnes. Mais rapidement, l'offre abondante peine à s'écouler sur un marché où la consommation est morose et où le développement des jardins familiaux pèse sur le marché de la chicorée. De plus, les gros calibres, résultant d'un maintien au champ pour tenter de freiner les apports, sont moins prisés des consommateurs. La canicule engendre des pertes mais

**Graphique 8**  
**Chicorée d'été : le repli des récoltes et des prix pèse sur le chiffre d'affaires**



Source : Agreste

contribue à réguler l'offre. En août et septembre, l'offre se trouve ainsi en net retrait par rapport aux années précédentes. Pendant toute la campagne, les prix restent fermes par rapport à la moyenne quinquennale, tout en se contractant par rapport à la campagne 2018.

De mai à août 2019, les importations de chicorées (3 800 t) se replient fortement (- 30 % sur un an), ainsi que les exportations (- 6 %, à 2 700 t), quoique dans une moindre mesure. Le déficit des échanges extérieurs recule de plus de 50 % par rapport à la campagne précédente et de plus de 75 % par rapport à la moyenne 2014-2018.

Avec des prix et une production en baisse par rapport à l'année 2018, le chiffre d'affaires de la chicorée d'été (hors bassin Sud-Est) recule sensiblement (- 28 % sur la période de mai à septembre 2019) (graphique 8).

**Laitue d'été : avec une baisse des cours et une stabilité de la production, le chiffre d'affaires recule**

Pour la campagne 2019-2020 de la laitue d'été (mai à septembre), la production (240,8 millions de têtes) diminuerait de 2 % sur un an, essentiellement pour les variétés pommées et romaine, dans un contexte de légère hausse (+ 1 %) des superficies (4 481 ha). Les récoltes reculeraient également par rapport à la moyenne des cinq dernières campagnes (- 16 %).

Au printemps 2019, les températures peu élevées pour la saison et la pluviométrie retardent le démarrage de la campagne dans certains bassins. L'humidité engendre aussi une perte de qualité, notamment dans le bassin Centre-Ouest. L'été, la canicule est peu propice à la culture de la laitue : phénomène de montaison, et gestion difficile des cultures et de l'irrigation. Les récoltes sont toutefois en hausse sur un an en juillet et en août. C'est en septembre que les volumes reculent par rapport à 2018. À la suite des différents épisodes caniculaires, certains producteurs auraient fait le choix de réduire l'assolement dédié

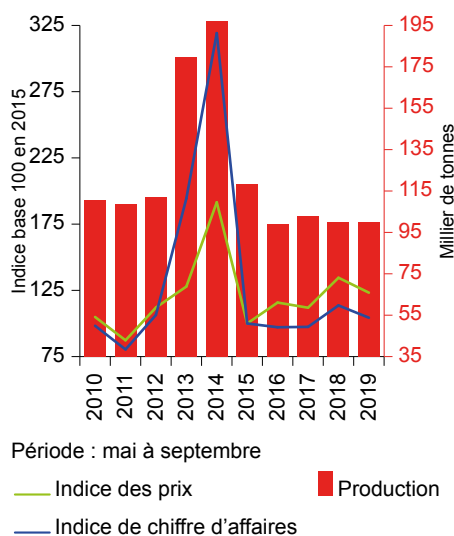
à la laitue et de décaler les rotations, notamment en région Paca.

Les prix de la laitue d'été démarrent à des niveaux bas, la consommation ayant pâti de la fraîcheur du début de campagne 2019-2020. Les volumes, bien que tardifs, sont conséquents et la demande ne suffit pas à tout écouler. Des destructions ont lieu au champ, notamment pour les plants en « sur-maturité ». En outre, la concurrence exercée par le développement des jardins familiaux pèse sur le marché de la laitue. L'été redynamise les ventes et les prix se raffermissent par rapport aux cours moyens 2014-2018 en août et en septembre, alors que l'offre est réduite par la sécheresse. En moyenne, les prix sont inférieurs de 8 % à ceux de la campagne 2018.

En cumul de mai à août 2019, les importations de laitues (19 900 t) se replient de 14 % sur un an tandis que les exportations (3 580 t) s'accroissent de 20 %, réduisant ainsi fortement le déficit commercial (- 19 % sur un an et - 24 % par rapport à la moyenne quinquennale).

Alors que la production reste stable en tonnes, le chiffre d'affaires de la laitue d'été diminue (- 8 % par rapport à la campagne 2018) sous l'effet de la baisse des cours (graphique 9).

**Graphique 9**  
**Laitue d'été : un chiffre d'affaires pénalisé par le recul des prix et la stabilité de la production**



Source : Agreste

## Sources et définitions

### Sources

- Relevés de températures et de précipitations : Météo-France
- Prévisions de production issues de l'enquête de conjoncture légumes : Agreste
- Données historiques de production : Statistique annuelle agricole : Agreste
- Données de commerce extérieur : DGDDI (Douanes)
- Les achats de consommation effectués par les ménages pour leur consommation à domicile : panel Kantar pour FranceAgriMer
- Indice des prix à la production des fruits et légumes frais (Ippap) : Agreste, Réseau des nouvelles des marchés
- Indice de chiffre d'affaires à la production : Agreste

### Définitions

- Les normales saisonnières sont les moyennes sur la période 1981-2010 des hauteurs de précipitations et des températures moyennes mensuelles.
- Les moyennes 2014-2018 sont calculées à partir des données de la Statistique annuelle agricole.
- Indice de chiffre d'affaires cumulé : chiffre d'affaires cumulé depuis le 1<sup>er</sup> mois de campagne jusqu'au dernier mois de campagne ou mois disponible au moment de la rédaction de la synthèse. Il est calculé à partir de l'indice des prix des produits agricoles à la production (Ippap).
- Indice de prix moyen : prix moyen sur la période allant du 1<sup>er</sup> mois de campagne jusqu'au dernier mois de campagne ou mois disponible au moment de la rédaction de la synthèse.
- Le Réseau des nouvelles des marchés considère un produit en crise conjoncturelle lorsque le prix est anormalement bas (baisse d'au moins 15 % pour le melon, 20 % pour la fraise et la tomate, 25 % pour les autres légumes par rapport aux cinq dernières campagnes) pendant deux à cinq jours ouvrés consécutifs.

## Pour en savoir plus

- dans « Données en ligne - Disar » pour les séries chiffrées
- dans la rubrique « Conjoncture - Légumes » pour les publications Agreste Conjoncture
- Lien : <http://agreste.agriculture.gouv.fr/conjoncture/legumes/>

### Les dernières publications Agreste parues sur le thème sont :

- Infos rapides Légumes, octobre 2019
- « En 2018-2019, progression du chiffre d'affaires des légumes d'hiver grâce à l'envolée des prix à la production », Synthèses Légumes n° 2019/347, juillet 2019



[Retour éditorial](#)

## En 2018, croissance de la production de poulets de chair mais ralentissement à l'exportation

**En 2018, la production française de volailles augmente, à l'image de la production mondiale avicole. La filière poulet reste dynamique tandis que la production de dindes, jusqu'ici en déclin, se stabilise en volume. Après les épizooties d'Influenza aviaire de 2016 et 2017, l'activité de la filière canard gras renoue avec la croissance. Les prix à la production des volailles de chair augmentent en moyenne sur l'année, parallèlement à la hausse des prix des céréales. Toutefois, le déficit commercial de viande de poulet se creuse un peu plus : hausse des importations et effritement des exportations vers le Moyen-Orient. Avec un redéploiement des ventes vers l'UE, cette zone devient le premier débouché à l'export. Début 2019, la production et la consommation de viande de poulet restent dynamiques, tandis que la filière dinde ralentit à nouveau et que les exportations de viande de poulet chutent davantage encore vers les pays tiers.**

### Essor continu de la production mondiale de volailles

Selon la FAO, la production mondiale de viandes de volailles a augmenté d'un tiers en dix ans. En 2018, la croissance se poursuivrait (+ 1,4 % sur un an), portée par les hausses simultanées de la population et de la consommation (+ 1,6 %) (tableau 1). La volaille confirme ainsi

son rang de première viande produite et consommée sur la planète, devançant le porc depuis 2016. Sa consommation pourrait s'accroître en 2019, les disponibilités en viande porcine étant fortement pénalisées par la propagation en Asie de la peste porcine africaine depuis août 2018.

Dans l'Union européenne, la production avicole est également dynamique.

En France, la filière renoue avec la croissance après le recul des productions de dindes et de canards en 2016 et 2017 (encadré 1).

### En 2018, hausse de la production française de volailles de chair

Sur un marché mondial et européen largement dominé par la production de poulet, la filière avicole française se

Tableau 1

En dix ans, la production et la consommation mondiales de viande de volaille augmentent d'un tiers

	Production de volailles			Importations		Exportations		Consommation				
	(million de tonnes)	2018/2017 (%)	2018/2008 (%)	(million de tonnes)	2018/2017 (%)	(million de tonnes)	2018/2017 (%)	(million de tonnes)	2018/2017 (%)	2018/2008 (%)	2018	2008
											par habitant (kg)	
Monde	123	1,4	32	13,1	0,4	14	- 0,3	122	1,6	31	14,2	12,2
États-Unis	22	1,6	11	0,1	4,0	3	- 0,2	18	2,1	15	49,7	46,6
Chine	18	0,9	20	0,5	11,5	0	- 22,5	19	1,7	17	11,6	10,4
Brésil	14	- 2,7	27	0,0	3,0	4	- 5,8	10	- 1,3	39	39,8	31,4
UE 28	13	2,3	28	0,8	- 2,1	2	2,7	12	2,2	22	23,6	19,5

Source : FAO

## Encadré 1 : En 2018, la France retrouve le chemin de la croissance européenne

En 2018, la France renoue avec la croissance des abattages de volailles (+ 5 % en volume sur un an), contribuant ainsi à la hausse générale dans l'ensemble de l'UE (*tableau 2*). En 2017, selon Eurostat, elle était le seul pays européen en recul (- 2,7 % sur un an), pénalisée par le repli des canards et des dindes, tandis que l'UE enregistrerait une augmentation de 15 %.

La hausse est soutenue et profite aux principaux pays producteurs, à l'exception de l'Italie. Ce dynamisme provient essentiellement de la filière « poulets de chair ». Avec un poids de 85 % dans l'ensemble des volailles de chair, les abattages de poulets progressent de 23 % en volume depuis 2013, notamment en Pologne (+ 52 %), Royaume-Uni (+ 22 %), Espagne (+ 18 %) et Allemagne (+ 12 %), contre seulement + 5 % en France (*graphique 1*).

Sur la même période de cinq ans, les abattages européens de dindes augmentent, quoique sur des volumes plus modestes (+ 11 %), portés par la Pologne (+ 65 %). Les abattages baissent toutefois en France (- 4 %).

Après l'épisode d'Influenza aviaire de 2017, les abattages de canards repartent fortement à la hausse en Hongrie (+ 80 % sur un an).

Tableau 2

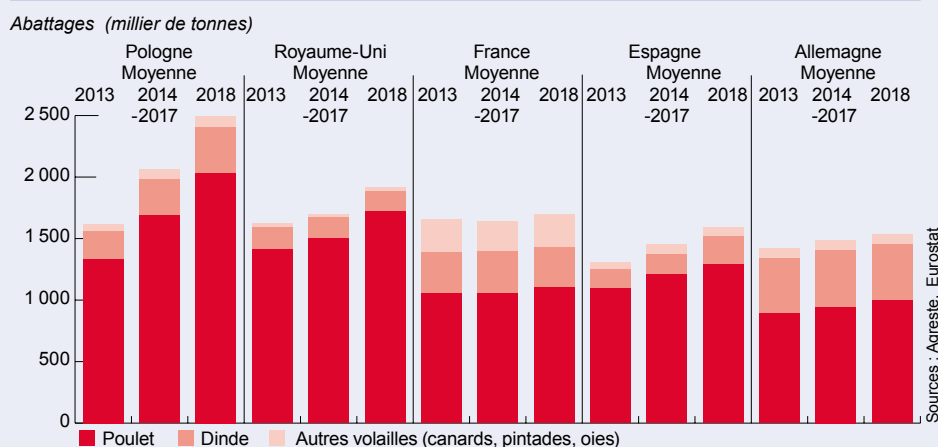
### Hausse des abattages en Europe

Abattages	Total volailles		Poulets et poules		Dindes		Canards	
	2018 (milliers de tonnes)	2018/2017 (%)	2018 (milliers de tonnes)	2018/2017 (%)	2018 (milliers de tonnes)	2018/2017 (%)	2018 (milliers de tonnes)	2018/2017 (%)
<b>UE</b>	<b>13 986</b>	<b>5,6</b>	<b>11 877</b>	<b>3,7</b>	<b>2 043</b>	<b>4,8</b>	<b>431</b>	<b>27,3</b>
Pologne	2 545	8,6	2 080	7,4	377	13,2	-	-
Royaume-Uni	1 958	8,1	1 761	8,0	166	9,7	31	0,5
<b>France</b>	<b>1 732</b>	<b>5,0</b>	<b>1 131</b>	<b>2,8</b>	<b>331</b>	<b>0,3</b>	<b>225</b>	<b>23,6</b>
Espagne	1 625	6,3	1 320	4,8	234	18,1	5	11,9
Allemagne	1 572	3,8	1 021	5,4	467	0,2	39	5,4
Italie	1 285	-3,2	973	-3,4	300	-2,8	4	10,1
Hongrie	525	8,2	327	-2,3	79	1,6	93	78,8

Sources : Agreste, Eurostat

Graphique 1

### Dynamisme des filières poulet et dinde, notamment en Pologne



caractérise par la diversité des espèces élevées. Outre la filière poulet (la première), suivie de la filière dinde, la France compte deux filières canard (foie gras et à rôti), la filière pintade (première production européenne), les filières oie foie gras et à rôti, une filière pigeon et une production de cailles.

En 2018, avec 991 millions de volailles de chair dont 848 millions de poulets, la production française de volailles s'accroît de 1,8 % en têtes sur un an, toutes volailles confondues (*tableau 3*). La production de poulets affiche une hausse de 1 % en têtes pour des abattages quasiment stables

(- 0,2 %). En effet, tandis que les importations de poulets vivants sont confidentielles, les exportations s'établissent à 56 millions de têtes (soit environ 7 % de la production nationale). En 2018, celles-ci croissent de 23 %, portées par la destination belge (+ 77 % sur un an) qui représente

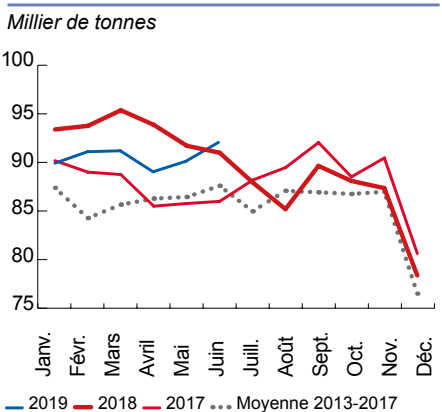
94 % du débouché extérieur des poulets et poules de réforme. Contrairement à la dinde, la filière poulet affiche des taux de croissance positifs depuis 2000 (graphique 9).

### Des abattages de volailles portés par les volumes de poulets

En 2018, les abattages en volume de volailles, toutes espèces confondues, sont en hausse en France de près de 4 % par rapport à 2017, portés par les volumes de poulets et, dans une moindre mesure, de canards gras.

Seuls les abattages de poulets augmentent régulièrement depuis dix ans (+ 15 %). La filière dite Gallus, composée à 95 % de poulets de race chair, reste dynamique. En 2018, les abattages progressent de 2 % en poids, après une croissance de 3 % en 2017. La tendance est plus marquée en poids qu'en têtes, en lien avec l'alourdissement constant des carcasses depuis 2013 (+ 135 g en moyenne sur cinq ans) (encadré 2). Très soutenus au 1<sup>er</sup> semestre 2018, les abattages de poulets retrouvent un profil plus habituel au 2<sup>d</sup> semestre (graphique 2).

### Graphique 2 Des abattages de poulets dynamiques au 1<sup>er</sup> semestre 2018



En 2018, la hausse des abattages de volailles est également liée à la sortie des deux crises sanitaires ayant affecté la filière des palmipèdes gras en 2016 et 2017. Les abattages de canards gras s'établissent à 225 000 tonnes (t), en hausse de 40 % sur un an (encadré 3).

Après une forte diminution en 2017 (- 5,7 %), la stabilité des abattages

de dindes en 2018 (+ 0,1 %) rompt avec la tendance au repli et s'explique uniquement par la hausse du poids moyen des carcasses. En dix ans, l'augmentation des poids a été importante (+ 18 %). En 2018, elle permet pour la première fois de compenser la baisse des effectifs (- 2 % de têtes abattues sur un an), offrant un répit après deux décennies de déclin et de marché morose. La consommation apparente de viande de dinde repart par ailleurs à la hausse.

Quant aux abattages de canards à rôtir et de pintades, ils augmentent en 2018 (respectivement + 1 % et + 5 % en poids) atténuant ainsi la baisse enregistrée depuis 2000 (recul d'un cinquième des canards à rôtir et baisse d'un quart des pintades).

### Le déficit extérieur des viandes de poulet continue de se dégrader

En 2018, le déficit du commerce extérieur de viandes de volaille s'accroît (- 26 000 téc exportées et + 27 000 téc importées), passant de - 90 milliers de téc en 2017, à - 144 milliers de téc en 2018, et de - 223 millions d'euros en 2017 à - 308 millions d'euros en 2018.

Tableau 3  
Seule la filière poulet croît sur dix ans

		Abattages (1)	Exportations animaux vivants (2)	Importations animaux vivants (3)	Production indigène (4=1+2-3)	Abattages		Production indigène	
						2018/2017 (%)	2018/2008 (%)	2018/2017 (%)	2018/2008 (%)
						2018			
<b>Total Volailles de chair</b>	Million de têtes	935	59	2	991	0,9	1,4	1,8	3,8
	Millier de tec	1 722	66	3	1 786	3,8	1,3	4,2	2,4
<b>Total Gallus</b>	Million de têtes	794	56	2	848	-0,2	5,7	1,0	9,1
	dont poulets	754	nc	nc	nc	-0,4	5,9	nc	nc
dont poulets	Millier de tec	1 133	56	2	1 187	2,1	14,8	3,0	17,4
		1 076	nc	nc	nc	1,9	15,7	nc	nc
<b>Dindes</b>	Million de têtes	41	1	0	43	-2,0	-34,5	-2,4	-35,6
	Millier de tec	331	8	0	338	0,1	-22,6	nc	nc
Total canards	Million de têtes	73	1	0	74	15,3	-7,7	14,2	-7,4
	dont à rôtir	40	nc	nc	nc	0,5	-8,4	nc	nc
dont à gaver	33	nc	nc	nc	40,3	-6,8	nc	nc	
dont à rôtir	Millier de tec	224	2	0	226	20,3	-10,0	19,4	-9,8
	dont à gaver	98	nc	nc	nc	1,3	-5,4	nc	nc
<b>Pintades</b>	Millier de tec	126	nc	nc	nc	40,7	-13,3	nc	nc
	Million de têtes	26	0	0	26	4,9	-6,5	1,7	-15,6
	Millier de tec	33	0	0	33	5,2	-3,4	3,0	-10,2

Sources : Agreste (abattages contrôlés), DGDDI (Douanes)

Gallus abattus en 2018 : 95 % de poulets/coqs, 4 % de poules de réforme, 1 % de chapons

nc : Les données du commerce extérieur des Gallus et des canards ne précisent pas en détail le type d'animaux échangés et ne permettent pas de détailler ces productions.



## Encadré 2 : Hausse du poids moyen des volailles en cinq ans

Depuis la fin du versement des restitutions (aides) à l'exportation en 2013 et la réduction des débouchés vers le grand export, les exportations de viande de poulet ont chuté (- 22 % en volume en cinq ans). La production de poulets standards, à 43 % d'origine bretonne, est particulièrement concernée, avec une baisse des abattages de 5 % sur la même période.

Depuis quelques années, les différents maillons de la filière avicole française sont engagés dans une adaptation aux évolutions des marchés intérieur et communautaire (sélection-accoupage, aliment, élevage et abattages-découpe-transformation). Il s'agit de reconquérir des marchés fortement concurrentiels, tels que ceux de la restauration

française hors domicile ou de l'industrie agro-alimentaire, sur les segments gammes standard et intermédiaire. Les choix d'utilisation de souches plus lourdes pour les poulets et dindes via les progrès génétiques visent à mieux répondre à la demande croissante des marchés en filets (sous forme de produits bruts ou de produits transformés) afin de les substituer en partie aux produits importés (graphique 3 et tableau 4). La montée en gamme de la volaille française se heurte toutefois à la forte concurrence des importations en termes de prix. En 2018, 464 000 téc de découpes de poulet sont importées, représentant 80 % des importations de viande de poulet, en hausse de 26 % sur cinq ans.

Graphique 3  
Hausse du poids des carcasses pour davantage de filets

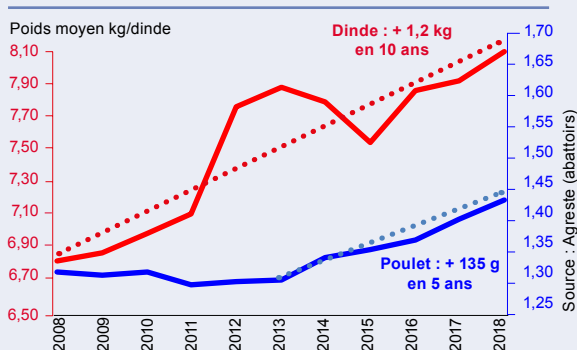


Tableau 4  
La part des volailles « Gamme standard » est majoritaire mais se réduit, notamment pour la dinde

	Segments de qualité				Total
	Standard	Label Rouge	Bio	Autres <sup>1</sup>	
<i>tonnages poulets de chair</i>					
Part en 2018 (%)	74,3	15,8	1,8	8,1	100
Part en 2013 (%)	75,6	15,1	1,0	8,4	100
<i>tonnages dindes</i>					
Part en 2018 (%)	79,5	2,7	0,4	17,4	100
Part en 2013 (%)	83,9	2,1	0,0	13,9	100

1. Autres : Certifié (CCP), AOP, autres signes officiels et démarches qualifiés  
Source : Agreste (enquêtes qualité 2018 et 2013 auprès des abattoirs y c. Dom)

## Encadré 3 : Après les crises sanitaires de 2016-2017, reprise progressive de l'activité dans la filière canards gras

Les épizooties d'Influenza aviaire de 2016 et de 2017, hautement pathogènes pour les palmipèdes (IAHP), ont lourdement affecté l'activité de la filière foie gras, concentrée à 70 % dans le Sud-Ouest de la France. Le plan national d'action du 1<sup>er</sup> semestre 2017 a permis d'endiguer l'épizootie H5N8. Le dépeuplement des élevages de volailles du Sud-Ouest et les abattages préventifs ont entraîné une chute des effectifs des animaux engraisés (- 46 % de canards gras abattus sur les huit premiers mois de 2017).

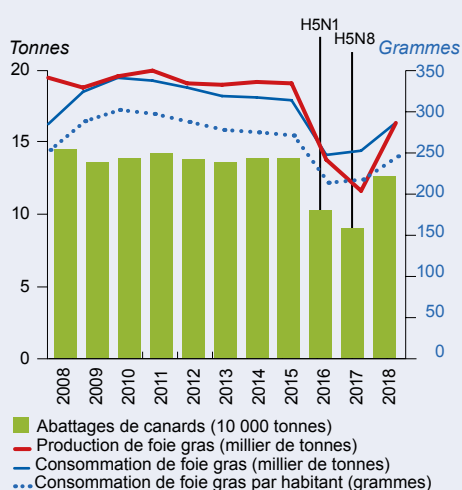
Depuis le recouvrement du statut indemne d'IAHP en octobre 2017, l'activité de la filière canard gras se remet progressivement, avec des abattages en hausse de 40 % sur un an, mais qui restent en deçà des niveaux précédant les crises sanitaires et le renforcement des mesures de biosécurité (- 10 % de canards gras par rapport à la moyenne sur la période 2011-2015) (graphique 4). À l'inverse, en Hongrie

et Bulgarie, les abattages de canards sont respectivement supérieurs de 38 % et de 7 % à la moyenne des cinq dernières années.

En 2018, la production de foie gras atteint 16 400 tonnes, en augmentation de 41 % sur un an. Elle reste néanmoins inférieure de 15 % à la moyenne 2011-2015. La consommation globale apparente s'établit au même niveau (ce qui représente 245 g par personne), en hausse de 14 % sur un an, mais inférieure de 13 % à la moyenne sur cinq ans.

Les importations de foie gras sont légèrement supérieures en volume aux exportations. Sur les 4 300 t importées, 90 % sont des foies gras crus de canard et d'oie. Sur les 4 100 t exportées, la répartition s'équilibre entre la moitié de foie gras cru et la moitié de foie gras transformé. La part de foie gras importé tend à s'accroître dans la consommation française : 26 % en 2018 (comme en 2017), contre 23 % avant les crises sanitaires.

Graphique 4  
En 2018, relance de la production et de la consommation de foie gras



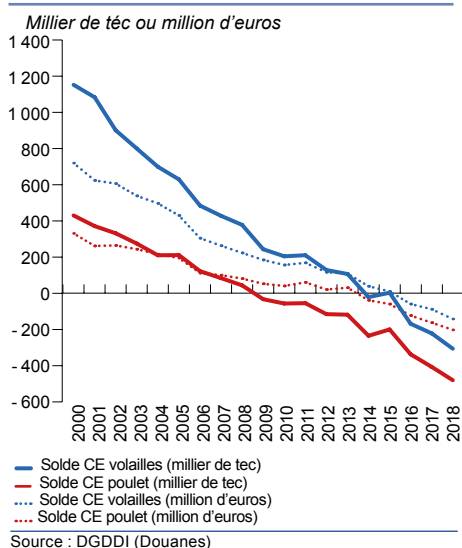
Source : Agreste, statistique agricole annuelle, DGDDI (Douanes)



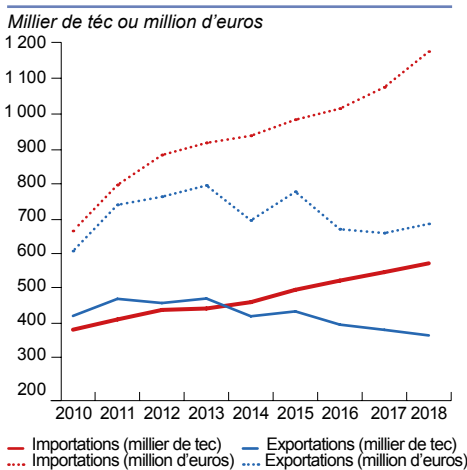
Depuis 2000, le solde se détériore ; il est déficitaire depuis 2014 en volume et depuis 2016 en valeur, sous l'effet de la dégradation des échanges de poulet (graphique 5).

En valeur, les exportations de viandes de poulet progressent de 4 % sur un an, reflétant la hausse des cours mondiaux (graphique 6). Quant à la progression de 9 % des produits importés, elle s'explique par la part croissante des produits à forte valeur ajoutée dans les achats. En cinq ans, la valeur à l'importation des découpes de poulet a augmenté de 23 % (contre + 11 % à l'exportation), tandis que celle des produits élaborés progressait de 50 % (contre + 32 % à l'exportation).

**Graphique 5**  
**Le solde extérieur des viandes de volailles se dégrade régulièrement**



**Graphique 6**  
**L'écart se creuse un peu plus entre les exportations et les importations de viande de poulet**



Source : DGDDI (Douanes)

Pour des volumes équivalents exportés vers l'UE et vers les pays tiers, la valeur résiduelle des viandes et préparations de poulet est quasiment deux fois supérieure à destination du marché communautaire.

### Hausse continue des importations de viande de poulet

En 2018, les importations de viandes de poulet augmentent de 4,4 % (soit + 24 500 téc), s'établissant à 584 700 téc (tableau 5). Les importations d'origine européenne sont en hausse de 3,9 % sur un an, avec une part croissante en provenance de Pologne et de Belgique, au détriment de celle des Pays-Bas (tableau 6).

Les importations venant directement des pays tiers restent modestes mais progressent, notamment les achats de produits thaïlandais. Ils bénéficient de l'embargo européen, instauré à l'encontre de certains abattoirs brésiliens lors du scandale « carne fraca » de mars 2017 et à l'origine d'une baisse de 30 % des achats de la France au Brésil en 2018.

### En recul sur le grand export, les viandes de poulet se réorientent vers le marché européen

Parallèlement à la hausse des importations, les exportations de viandes de poulet continuent de fléchir en 2018 (- 3,9 % sur un an après - 3,7 % en 2017). Toutefois, l'évolution diffère selon la destination : en diminution de 41 000 téc vers les pays tiers et en augmentation de 25 500 téc vers l'UE.

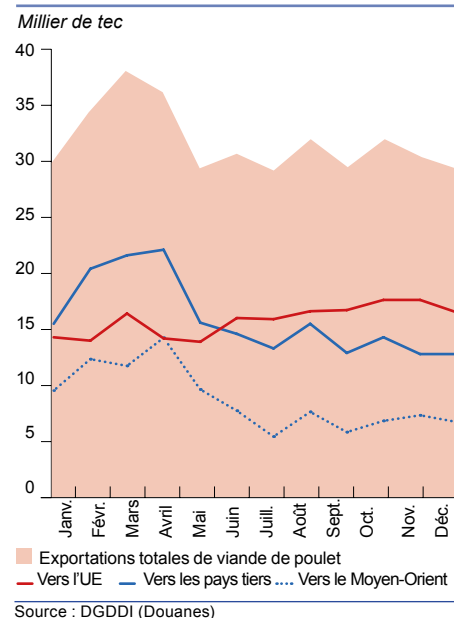
**Tableau 5**  
**Echanges de viandes de volaille : hausse des importations et repli des exportations**

Viandes et préparations	Années	Exportations		Importations		Solde	
		millier de téc	million d'euros	millier de téc	million d'euros	millier de téc	million d'euros
Poulet (et poules de réforme)	2018	381	693	585	1 175	- 204	- 482
	2018/17 (%)	- 3,9	4,0	4,4	9,3		
	2018/13 (%)	- 22	- 13	28	28		
Dinde	2018	83	158	48	138	35	20
	2018/17 (%)	- 11,5	- 4,9	0,2	2,4		
Canard	2018	45	211	22	75	23	135
	2018/17 (%)	- 1,0	1,3	11,7	- 0,5		
Autres	2018	6	28	4	9	2	19
	2018/17 (%)	7,3	0,3	19,8	33,9		

Source : DGDDI (Douanes)

En 2018, le recul des exportations atteint - 22 % vers le Moyen-Orient et - 10 % en direction de l'Afrique subsaharienne. Entre l'année 2013, qui a marqué l'arrêt des aides européennes à l'exportation, et 2017, les ventes s'étaient déjà repliées de 43 % vers le Moyen-Orient. A partir de juin 2018, la chute des exportations vers cette destination franchit même un nouveau pallier (graphique 7). Une partie des volumes se redéploie sur le marché communautaire, notamment en Belgique (essentiellement par transit) et en Allemagne. L'UE devient ainsi le 1<sup>er</sup> débouché pour la viande de poulet devant les pays tiers.

**Graphique 7**  
**Depuis juin 2018, l'UE devient le 1<sup>er</sup> débouché pour la viande de poulet devant les pays tiers**



Source : DGDDI (Douanes)

**Tableau 6**  
**En 2018, les exportations progressent vers l'UE mais se réduisent vers les pays tiers**

	2018		2018/17	
	Volume	Valeur	Volume	Valeur
	millier de t <sup>3</sup>	million d'euros	%	%
<b>Total viande de volailles</b>				
<b>Export Monde</b>	<b>515</b>	<b>1 090</b>	<b>- 4,9</b>	<b>2,0</b>
UE	294	791	6	8
Pays tiers	221	299	- 17	- 11
<b>Import Monde</b>	<b>659</b>	<b>1 398</b>	<b>4,4</b>	<b>8,2</b>
UE	619	1 304	4	7
Pays tiers	39	94	13	20
<b>Total viande de poulet</b>				
<b>Export Monde</b>	<b>381</b>	<b>693</b>	<b>- 3,9</b>	<b>4,0</b>
<b>UE</b>	<b>190</b>	<b>457</b>	<b>16</b>	<b>16</b>
Belgique	36	88	75	33
Espagne	34	72	4	6
Pays-Bas	24	63	- 4	22
Allemagne	31	72	31	20
<b>Pays tiers</b>	<b>191</b>	<b>236</b>	<b>- 18</b>	<b>- 13</b>
Moyen-Orient	104	138	- 22	- 13
dont Arabie saoudite	88	114	- 16	- 5
Afr. subsaharienne (dont Bénin)	36	31	- 10	- 8
Asie (dont Hong Kong)	20	23	23	- 4
<b>Import Monde</b>	<b>585</b>	<b>1 175</b>	<b>4,4</b>	<b>9,3</b>
<b>UE</b>	<b>550</b>	<b>1 097</b>	<b>3,9</b>	<b>9</b>
Belgique	137	269	8	11
Pologne	123	229	19	24
Pays-Bas	113	213	- 12	- 4
Allemagne	58	153	- 4	4
Espagne	42	81	23	26
<b>Pays tiers<sup>1</sup></b>	<b>35</b>	<b>78</b>	<b>12</b>	<b>20</b>
Thaïlande	10	27	63	64
Brésil	9	20	- 30	- 22
Ukraine	2	5	66	117
<b>Total viande de dinde</b>				
<b>Export Monde</b>	<b>83</b>	<b>158</b>	<b>- 11,5</b>	<b>- 4,9</b>
<b>UE</b>	<b>63</b>	<b>132</b>	<b>- 10</b>	<b>- 3</b>
Espagne	17	23	0	- 8
Belgique	16	57	- 0	0
Allemagne	12	18	- 36	- 6
<b>Pays tiers</b>	<b>19</b>	<b>26</b>	<b>- 15</b>	<b>- 13</b>
Afr. Subsaharienne (dont Bénin)	14	13	- 13	- 11
<b>Import Monde</b>	<b>48</b>	<b>138</b>	<b>0,2</b>	<b>2,4</b>
<b>UE</b>	<b>45</b>	<b>130</b>	<b>0</b>	<b>2</b>
Allemagne	16	50	- 6	0
<b>Pays tiers</b>	<b>2</b>	<b>8</b>	<b>- 5</b>	<b>1</b>

1. Les importations par transit ne sont pas comptabilisées (ex: Ukraine)

Source : DGDDI (Douanes)

### Pour les autres volailles, des exportations en repli

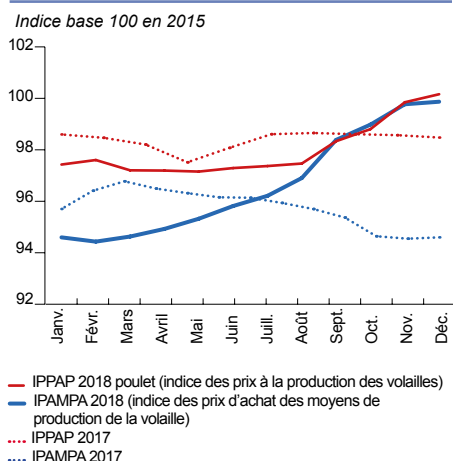
En 2018, l'excédent des échanges extérieurs de viandes de dinde s'effrite. Les importations se stabilisent tandis que les exportations se contractent (- 12 %), essentiellement à destination de l'Allemagne et du Bénin. Le repli doit cependant être relativisé compte tenu de la hausse sensible des ventes en 2017 (+ 7 %).

Concernant les viandes et préparations de canard, les exportations de viandes et préparations restent en retrait (- 1 %) alors que la production française de canards repart à la hausse (+ 19 % en volume). Par ailleurs, les importations augmentent de 12 %, dans un contexte de progression significative de la consommation des ménages.

### Fin 2018, hausse des prix à la production des volailles

En 2018, les prix à la production des volailles se stabilisent (- 0,4 % sur un an) après plusieurs années de baisses successives selon l'indice des prix des produits agricoles à la production. Au cours de l'année, les prix à la production ont toutefois évolué : dès l'été, marqué par la sécheresse, ils augmentent fortement, dans le sillage des cours céréaliers et des aliments pour volailles (graphique 8).

**Graphique 8**  
**Hausse des prix et des coûts de production à partir de septembre 2018**

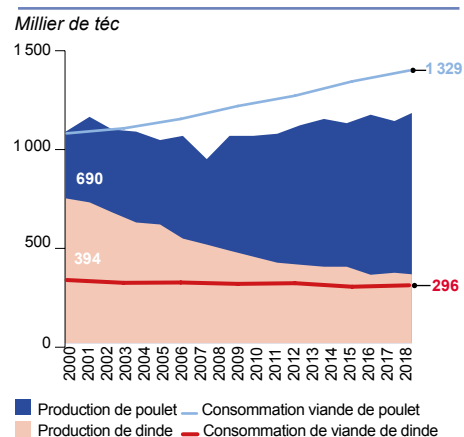


Sources : Agreste, Insee

### Hausse de la consommation calculée par bilan de la viande de volailles ...

En 2018, la consommation apparente de viande de volailles (hors canard) s'accroît de 4 % (tableau 7). La consommation de poulet est la plus dynamique. Depuis 2000, elle double quasiment, soit + 3,7 % chaque année en moyenne, contre seulement + 0,8 % pour la production (graphique 9). En 2014, les besoins en viande de poulet ont même dépassé l'offre intérieure disponible.

**Graphique 9**  
**Depuis 2000, la consommation apparente de viande de poulet a doublé**



Source : Agreste

**Tableau 7**  
**En 2018, hausse de la consommation de viande de poulet et de dinde**

	Viande de volailles (hors canard <sup>3</sup> )	Poulet <sup>1</sup>	Dinde
millier de t <sup>3</sup>			
Consommation <sup>2</sup> 2018	1 657,4	1 329,3	295,9
%			
Consommation 2018/2017	+ 4,0	+ 4,2	+ 3,0
Consommation 2018/2008	+ 30,7	+ 46,8	- 10,1
Kec (kilo équivalent carcasse)			
Consommation 2018 par habitant	24,8	19,9	4,4
%			
Consommation par habitant 2018/2008 (kec)	+ 25,2	+ 40,6	- 13,9

1. Poulets : y c. poules de réforme, coqs et chapons

2. Consommation apparente calculée par bilan : abattages contrôlés + importations de viande - exportations - variation de stocks (variations de stocks non intégrées dans le calcul en 2018)

3. La consommation de viande de volailles est calculée hors canards, sans prise en compte des stocks. En effet, en l'absence de ces données en 2018, la consommation de viandes de canards serait surestimée en 2018 selon l'ITAVI. Après la crise sanitaire de 2017, la relance de la production de canards a engendré un stockage important des viandes et préparations en 2018, non consommées en 2018, différées sur 2019.

Source : Agreste, DGDDI (Douanes)

En 2018, le taux d'approvisionnement poulet (ratio production/consommation) s'établit à 89 % contre 149 % en 2000. La part des viandes importées dans la consommation est quasiment stable depuis sept ans mais reste importante pour le poulet (44 % en 2018).

Quant à la consommation de viande de dinde, elle recule de 10 % en dix ans.

### ... mais repli de la consommation à domicile

En 2018, la consommation de viandes de volailles à domicile des ménages baisse de nouveau (- 1,4 % sur un an après - 1,8 % en 2017, selon l'enquête Kantar Worldpanel pour FranceAgriMer), contrairement à la consommation apparente calculée par bilan (à domicile et hors domicile).

Les achats de viandes de dinde et pintade se contractent (respectivement - 5,5 % et - 5,7 %), de même que ceux de viandes de poulet (- 2,1 %), conséquence du recul des achats de poulets entiers (- 8 %). La viande de poulet représente la moitié des viandes de volaille consommées à domicile. Seule la consommation de viande de canard progresse (+ 3,8 %).

Les découpes de viandes, les produits élaborés à base de volaille ainsi que les charcuteries de volaille sont plébiscités, tandis que la volaille entière, quelle que soit l'espèce, demeure moins attractive. En 2018, les découpes de poulet importées couvrent 35 % de la consommation française de viande et préparations de poulet. Elles sont en hausse de 26 % sur cinq ans.

Le prix moyen des viandes de volailles augmente fortement au stade détail (+ 8,4 % sur un an).

Compte tenu de la baisse des achats de viandes de volaille par les ménages pour leur consommation à domicile, la hausse globale de 4 % de la consommation globale de viandes (hors canard) pourrait s'expliquer par la croissance de celle hors foyer.

## Encadré 4 : Premières tendances en 2019

### Au 1<sup>er</sup> semestre 2019, les abattages de poulets restent soutenus, ceux de dinde se replient

Au 1<sup>er</sup> semestre 2019, les abattages de volaille se replient sur un an (- 4 % en poids et - 5 % en têtes). L'évolution doit toutefois être relativisée par rapport à une activité particulièrement dynamique au 1<sup>er</sup> semestre 2018 pour les poulets (*graphique 2*). En outre, comparés à la moyenne des cinq dernières années, les abattages totaux restent supérieurs de 5 % en tég et de 2 % en têtes (*graphique 10*).

L'activité des filières dindes et pintades recule (- 7 % et - 5 % en poids). Dans un contexte de décroissance continue de la production depuis deux décennies (*graphique 7*), la stabilité des abattages de dindes enregistrée sur l'année 2018 a été temporaire. Les abattages des canards progressent légèrement pour la filière à rôtir (+ 1 % en poids) et de façon plus marquée pour la filière gavage (+ 3,5 %) (*graphique 11*). Le rythme de croissance élevé de 2018 s'essouffle néanmoins au 1<sup>er</sup> semestre 2019 (plus précisément d'octobre 2018 à avril 2019).

Dans l'Union européenne, sur les cinq premiers mois de 2019, les abattages sont en hausse de 3 % sur un an en poids pour les volailles, et de 5 % pour les poulets, alors qu'ils sont quasiment stables pour les dindes (- 0,3 %).

### Les exportations françaises de viandes de poulets chutent vers les pays tiers

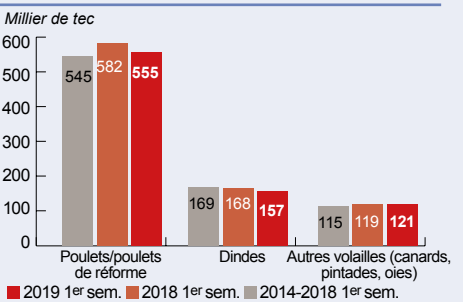
Les exportations de viande de poulet se contractent de 12 % en volume, en particulier vers les pays tiers (- 27 %, soit - 30 000 tég). Les débouchés vers le Moyen-Orient et l'Afrique subsaharienne se réduisent d'un tiers sur un an.

En parallèle, les exportations vers l'UE progressent légèrement (+ 5 000 tég) et de manière moins importante que les importations en provenance de cette même zone (+ 15 000 tég). En conséquence, le déficit de la balance commerciale des viandes de poulet se creuse fortement sur un an en volume et en valeur (- 290 millions d'euros contre - 234 millions d'euros au 1<sup>er</sup> semestre 2018) (*graphique 12*).

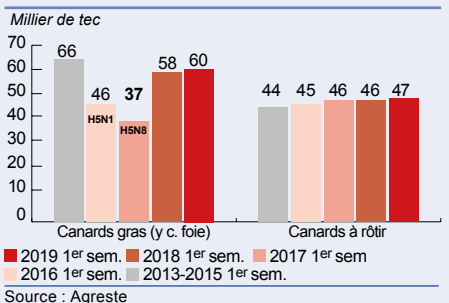
### Hausse plus modérée de la consommation des viandes de volaille qu'en 2018

Sur les six premiers mois de 2019, la consommation globale apparente de viande de volaille progresse légèrement (+ 0,4 % sur un an, hors canard), tirée par la consommation de viande de poulet (+ 1,6 %). Elle est toutefois plus modérée qu'en 2018 sur la même période (+ 7 % pour la viande de poulet). La hausse de la consommation des viandes de dinde et de pintade enregistrée en 2018 ne se prolonge pas début 2019 : respectivement - 4 % et - 7 %, sur un an.

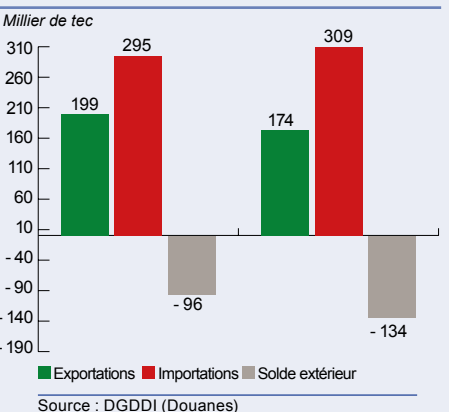
**Graphique 10**  
Au 1<sup>er</sup> semestre 2019, des abattages légèrement supérieurs à la moyenne pour le poulet



**Graphique 11**  
Croissance ralentie des abattages de canards gras



**Graphique 12**  
Le solde extérieur des échanges de viande de poulet continue de se dégrader



## Sources, définitions et méthodes

- L'enquête auprès des abattoirs de volailles pour les abattages de volailles en têtes (Gallus, dindes, canards, pintades, etc.) et en tonne-équivalent-carcasse (téc). Cette enquête ne recense pas les abattages sanitaires.

Les abattages sont corrigés des variations journalières d'abattage. Cette correction permet de comparer des volumes mensuels d'abattage entre années, compte tenu du nombre de jours ouvrables et du type de jours ouvrables pour les mois concernés.

- Les statistiques de la DGDDI (Douanes) pour les données de commerce extérieur (poussins, volailles vivantes adultes et viandes).

### ■ Calcul de la production :

Depuis juin 2019, les calculs de la production (et de la consommation) de volailles sont modifiés. La production française correspond aux abattages contrôlés auxquels on ajoute le solde du commerce extérieur (exportations -importations) des animaux vivants (hors reproducteurs).

L'ancien calcul (« production d'animaux finis prêts à l'abattage ») reposant sur une estimation des animaux vivants à partir des mises en place de poussins et de ratios techniques est abandonné.

- La consommation apparente calculée par bilan : depuis juin 2019, le calcul s'appuie, comme pour la production, sur les données des abattages contrôlés (et non plus sur l'estimation de production d'animaux finis prêts à l'abattage. Elle est égale à production – exportations de viandes + importations de viandes - variation des stocks (sauf en 2018 : enquête stocks suspendue).
- Les achats des consommateurs observés par Kantar WorldPanel pour FranceAgriMer reposent sur les relevés de quantités achetées d'un panel de consommateurs. Les résultats sont ensuite extrapolés à l'ensemble de la population. La consommation hors foyer n'est pas couverte.
- **Contenu des rubriques du commerce extérieur de viandes de poulet fraîches ou réfrigérées et viandes de poulet surgelées :**

#### 1 - Carcasses :

- carcasse dite 83% : avec tête, pattes et abats
- carcasse dite 70% : sans tête ni pattes, avec abats
- carcasse dite 65% : sans tête ni pattes ni abats

#### 2 - Découpes :

- demis ou quarts
- ailes entières
- dos, cous, dos avec cous, croupions ou pointes d'ailes
- poitrines et morceaux de poitrines, non-désossés
- cuisses et morceaux de cuisses, non-désossés
- autres morceaux désossés et non-désossés

#### 3 - Viandes de poulet salées ou en saumure, séchées ou fumées

#### 4 - Préparations (poulet) :

- préparations et conserves de viande ou d'abats contenant en poids  $\geq 57\%$  de viande ou d'abats, non-cuits (à l'exclusion des saucisses, saucissons et produits similaires ainsi que des préparations de foies)

- préparations et conserves de viande ou d'abats contenant en poids  $\geq 57\%$  de viande ou d'abats cuits (à l'exclusion des saucisses, saucissons et produits similaires, des préparations finement homogénéisées, conditionnées pour la vente au détail comme aliments pour enfants ou pour usages diététiques, en récipients d'un contenu  $\leq 250$  g, des préparations à base de foie et des extraits de viande)

- préparations et conserves de viande ou d'abats contenant en poids  $\geq 25\%$ , mais  $< 57\%$  de viande ou d'abats (à l'exclusion des saucisses, saucissons et produits similaires, des préparations finement homogénéisées, conditionnées pour la vente au détail comme aliments pour enfants ou pour usages diététiques, en récipients d'un contenu  $\leq 250$  g, des préparations à base de foie et des extraits de viande)

## Pour en savoir plus

- dans la rubrique « Conjoncture - Aviculture » pour les publications Agreste Conjoncture
- dans la rubrique « Conjoncture – Le bulletin - Aviculture » pour les principales séries chiffrées
- dans « Données en ligne » pour des données complémentaires

Le suivi de la situation sanitaire européenne de l'Influenza aviaire est accessible sur le site [www.plateforme.esa.fr](http://www.plateforme.esa.fr) et sur [www.be.anses.fr](http://www.be.anses.fr)

### Les dernières publications Agreste parues sur le thème sont :

- Infos rapides Aviculture : Depuis début 2019, les abattages de poulets sont dynamiques, Infos Rapides, Aviculture N°9/11, octobre 2019
- Synthèses Aviculture : En 2017, une 2<sup>e</sup> épizootie d'Influenza aviaire pénalise la filière des palmipèdes gras, Synthèses Aviculture, n° 2018/330, octobre 2018
- Synthèses Aviculture : En 2016, la production française de volailles a reculé du fait de l'influenza aviaire et le commerce extérieur s'est dégradé de nouveau, Synthèses Aviculture, n°2017/300, mars 2017





# ORGANISMES

**ACP** : Afrique, Caraïbes et Pacifique  
**Agreste** : données collectées et diffusées par le SSP  
**AGPB** : Association générale des producteurs de blé et autres céréales  
**AGPM** : Association générale des producteurs de maïs  
**Arvalis** : Institut du végétal  
**ASTREDHOR** : Association nationale des structures d'expérimentation et de démonstration en horticulture  
**BNIC** : Bureau national interprofessionnel du cognac  
**CGB** : Confédération générale des planteurs de betteraves  
**CIC** : Conseil international des céréales  
**Cidéf** : Comité interprofessionnel de la dinde  
**Cifog** : Comité interprofessionnel des palmipèdes à foie gras  
**Cip** : Comité interprofessionnel de la pintade  
**CNCA** : Caisse nationale de crédit agricole  
**Cniel-Iri** : Comité national interprofessionnel de l'économie laitière - Information resources Inc.  
**CNIPT** : Comité interprofessionnel de la pomme de terre  
**CNPO** : Comité national pour la promotion de l'œuf  
**Coceral** : Comité du commerce des céréales, aliments du bétail, oléagineux, huile d'olive, huiles et graisses et agrofournitures de l'Union européenne  
**Coop de France**  
**CSA** : China sugar association  
**CTIFL** : Centre technique interprofessionnel des fruits et des légumes  
**DGAL** : Direction générale de l'alimentation  
**DGI** : Direction générale des impôts  
**DGCCRF** : Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes  
**DGDDI** : Direction générale des douanes et droits indirects  
**DGPE** : Direction générale de la performance économique et environnementale des entreprises  
**DSV** : Direction des services vétérinaires  
**Eurostat** : office statistique des communautés européennes  
**FranceAgriMer** : office national unique des produits de l'agriculture et de la mer depuis le 1<sup>er</sup> avril 2009  
**FAO** : Food and agriculture organisation  
**FOP** : Fédération française des producteurs d'oléagineux et de protéagineux  
**GIPT** : Groupement interprofessionnel pour la valorisation de la pomme de terre  
**GNIS** : Groupement national interprofessionnel des semences et plants  
**Inra** : Institut national de la recherche agronomique  
**Insee** : Institut national de la statistique et des études économiques  
**Iso** : International sugar organization  
**Itavi** : Institut technique de l'aviculture  
**Matif** : Marché à terme international de France  
**NEPG** : North-Western European Potato Growers (groupement des producteurs de pommes de terre du Nord-Ouest européen)  
**OCM** : Organisation commune des marchés  
**Oilworld** : independant forecasting service for oilseeds, oils and meals  
**OIS** : Organisation mondiale du sucre  
**OIV** : Organisation internationale de la vigne et du vin  
**OP** : Organisme de producteurs  
**PMA** : Pays les moins avancés  
**RNM** : Réseau des nouvelles des marchés  
**SSP** : Service de la statistique et de la prospective  
**Snia** : Syndicat national des industriels de la nutrition animale  
**SNFS** : Société nationale des fabricants de sucre  
**StatCan** : Statistique Canada  
**Synalaf** : Syndicat national des labels avicoles de France  
**UE** : Union européenne (à 27 à partir de 2007)  
**Unctad** : United nations conference on trade and development (Conférence des Nations-Unies sur le commerce et le développement)  
**Unifa** : Union des industries de la fertilisation  
**Unip** : Union nationale interprofessionnelle de plantes riches en protéines  
**USDA** : United States department of agriculture (homologue américain du Ministère de l'agriculture et de la pêche)  
**WASDE** : Word agricultural supplies and demand estimates

# ABRÉVIATIONS

**AB** : agriculture biologique  
**AOC** : appellation d'origine contrôlée  
**AOP** : appellation d'origine protégée  
**ACE** : aides aux cultures énergétiques  
**BDNI** : base de données nationales d'identification  
**BTP** : bâtiment et travaux publics  
**Caf** : coût, assurance, fret  
**Cib** : consommation indigène brute  
**Cic** : consommation indigène corrigée  
**CJO** : corrigé des jours ouvrables  
**CPA** : classification de produits associés aux activités  
**CPF** : classification de produits française  
**CVJA** : corrigé des variations journalières d'abattages  
**CVS** : corrigé des variations saisonnières  
**Fab** : franco à bord  
**FCO** : fièvre catarrhale ovine  
**Fob** : free on board  
**IAA** : industries agroalimentaires  
**ICA** : indice de chiffre d'affaires  
**IGP** : indication géographique protégée  
**lpa** : indice de prix de l'alimentation animale  
**lpampa** : indice des prix d'achat des moyens de production agricole  
**IPC** : indice des prix à la consommation  
**ipi** : indice des prix industriels  
**IPP** : indice de production industrielle  
**lppap** : indice des prix des produits agricoles à la production  
**IPVI** : indice des prix de vente industriels  
**Isop** : informations et suivi objectif des prairies  
**Min** : marchés d'intérêt national  
**mm3, mm12** : moyenne mobile sur 3 mois, moyenne mobile sur 12 mois  
**Naf** : nomenclature d'activités française  
**NC** : nomenclature combinée  
**Otex** : orientation technico-économique des exploitations  
**Pac** : poulet prêt à cuire  
**Pib** : production indigène brute  
**Pic** : production indigène contrôlée  
**ProdCom** : production communautaire  
**Rica** : réseau d'information comptable agricole  
**SAA** : statistique agricole annuelle  
**Sap** : statistique annuelle provisoire  
**Smic** : salaire minimum interprofessionnel de croissance  
**SRW** : soft red winter  
**tec** : tonne-équivalent-carcasse  
**teoc** : tonne-équivalent-œuf-coquille  
**TIPP** : taxe intérieure sur les produits pétroliers  
**TNO** : tendance nationale officieuse  
**VAIG** : vins avec indication géographique  
**VCC** : vins de consommation courante  
**VDQS** : vins délimités de qualité supérieure  
**VQPRD** : vins de qualité produits dans des régions délimitées  
**VSM** : viande séparée mécaniquement

### Pour en savoir plus

- Le site Agreste de la statistique agricole : [www.agreste.agriculture.gouv.fr](http://www.agreste.agriculture.gouv.fr)

Les publications Agreste Conjoncture sont consultables dans la rubrique *Conjoncture*.

Les séries conjoncturelles sont disponibles dans l'espace *Données en ligne*.

- Le site de FranceAgriMer - Réseau des nouvelles des marchés : [www.rnm.franceagrimer.fr/](http://www.rnm.franceagrimer.fr/)

Des séries de prix sont disponibles sur le site du RNM.

- Le Centre d'information et de documentation Agreste (CDIA) : [agreste-info@agriculture.gouv.fr](mailto:agreste-info@agriculture.gouv.fr)



## Agreste : la statistique agricole

**Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation**  
**SERVICE DE LA STATISTIQUE ET DE LA PROSPECTIVE**  
3 rue Barbet de Jouy - 75349 PARIS 07 SP  
Site internet : [www.agreste.agriculture.gouv.fr](http://www.agreste.agriculture.gouv.fr)

Directrice de la publication : Béatrice Sédillot  
Rédactrice en chef : Annie Delort  
Composition : SSP  
Dépot légal : À parution  
© Agreste 2019

**Cette publication est disponible à parution sur le site Internet de la statistique agricole**  
[www.agreste.agriculture.gouv.fr](http://www.agreste.agriculture.gouv.fr)



# Références des synthèses

## Synthèses

En 2019, des récoltes de céréales en hausse mais des prix plus bas qu'en 2018 <i>Grandes Cultures</i>	7	J-M. Pognat
Fruits d'été : en 2019, hausse des chiffres d'affaires à la production des fruits d'été sous l'effet du redressement des récoltes <i>Fruits</i>	13	L. Bernadette
Légumes d'été : en 2019, hausse quasi-générale des prix à la production dans un contexte d'évolutions disparates des récoltes <i>Légumes</i>	17	M. Le Fustec
En 2018, croissance de la production de poulets de chair mais ralentissement à l'exportation <i>Aviculture</i>	23	C. Ugliera

## Organismes et abréviations 33

## Pour en savoir plus 35

## Liste des Infos rapides parues

Animaux de boucherie - Bovins, n° 160-9/11, octobre 2019	M.A. Lapuyade
Animaux de boucherie - Ovins, n° 162-9/11, octobre 2019	M.A. Lapuyade
Animaux de boucherie - Porcins, n° 161-9/11, octobre 2019	C. Ugliera
Bovins, enquête cheptel, mai 2019, n° 149-2/2, octobre 2019	M.A. Lapuyade
Aviculture, n° 146-9/11, octobre 2019	C. Ugliera
Carotte, n° 155-1/3, octobre 2019	M. Le Fustec
Chicorée, n° 156-2/4, octobre 2019	M. Le Fustec
Climatologie, n° 148-10/12, octobre 2019	M. Le Turdu
Commerce extérieur agroalimentaire, n° 153-9/12, octobre 2019	T. Champagnol
Concombre, n° 136-2/3, septembre 2019	M. Le Fustec
Courgette, n° 137-2/3, septembre 2019	M. Le Fustec
Coûts de production, n° 152-9/10, octobre 2019	F. Royer
Endive, n° 157-1/4, octobre 2019	M. Le Fustec
Grandes cultures et fourrages, n° 147-8/10, octobre 2019	J-M. Pognat
Lait, n° 154-9/11, octobre 2019	S. Cazeneuve
Laitue, n° 158-2/4, octobre 2019	M. Le Fustec
Melon, n° 138-2/3, septembre 2019	M. Le Fustec
Pêche, n° 129-5/5, septembre 2019	L. Bernadette, V. Bouchard-Aerts
Poire, n° 150-3/4, octobre 2019	L. Bernadette, V. Bouchard-Aerts
Poireau, n° 159-1/3, octobre 2019	M. Le Fustec
Pomme, n° 151-4/5, octobre 2019	L. Bernadette, V. Bouchard-Aerts
Prairies, n° 163-7/7, octobre 2019	S. Lombard
Prix agricoles et alimentaires, n° 140, septembre 2019	A. Delort
Tomate, n° 139-3/4, septembre 2019	M. Le Fustec
Viticulture, n° 145-3/4, octobre 2019	L. Bernadette, V. Bouchard-Aerts

Les Infos rapides sont disponibles dans « Conjoncture » sur [www.agreste.agriculture.gouv.fr](http://www.agreste.agriculture.gouv.fr).

Les principales séries mensuelles sont présentes dans Le Bulletin, et les données détaillées dans les Données en ligne du site Agreste.



Numéro 4 - novembre 2019

# Agreste : la statistique agricole

*Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation*  
*Secrétariat Général*  
**SERVICE DE LA STATISTIQUE ET DE LA PROSPECTIVE**  
*Site Internet : [www.agreste.agriculture.gouv.fr](http://www.agreste.agriculture.gouv.fr)*

---